



B.O.

Bulletin officiel n° 16 du 16 avril 2015

Sommaire

Organisation générale

Commission générale de terminologie et de néologie

Vocabulaire des matériaux, technologie du verre
liste du 25-4-2014 - J.O. du 25-4-2014 (NOR : CTNX1407583K)

Enseignements secondaire et supérieur

Brevet de technicien

Calendrier des épreuves nationales à sujet commun - session 2015
note de service n° 2015-061 du 1-4-2015 (NOR : MENE1507558N)

Enseignements primaire et secondaire

Partenariat

Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'association AFS vivre sans frontière
arrêté du 9-4-2015 (NOR : MENE1500231A)

Partenariat

Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à la Fédération française des maisons de l'Europe
arrêté du 9-4-2015 (NOR : MENE1500232A)

Partenariat

Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'association France médiation
arrêté du 9-4-2015 (NOR : MENE1500233A)

Partenariat

Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'association Lecture jeunesse
arrêté du 9-4-2015 (NOR : MENE1500234A)

Partenariat

Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'association Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme
arrêté du 9-4-2015 (NOR : MENE1500235A)

Partenariat

Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'association Planète sciences

arrêté du 9-4-2015 (NOR : MENE1500236A)

Partenariat

Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'association Union nationale des associations de défense des familles et de l'individu victimes de sectes
arrêté du 9-4-2015 (NOR : MENE1500237A)

Classe terminale de la série littéraire

Programme de littérature pour l'année scolaire 2015-2016
note de service n° 2015-060 du 1-4-2015 (NOR : MENE1507563N)

Traitement automatisé de données

Création d'un traitement de données à caractère personnel dans le cadre de l'application Moa
décision du 5-2-2015 (NOR : MENY1500219S)

Personnels

Conseils, comités et commissions

Désignation des représentants de l'administration et du personnel à la CAP ministérielle des administrateurs civils affectés ou rattachés pour leur gestion au MENESR
arrêté du 25-3-2015 (NOR : MENH1500228A)

Liste d'aptitude

Accès aux fonctions d'agent comptable d'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, à compter du 1er juillet 2015
note de service n° 2015-0011 du 20-3-2015 (NOR : MENH1506033N)

Personnels du second degré

Affectation en qualité de fonctionnaire stagiaire des lauréats des concours et des examens professionnalisés du second degré - rentrée 2015
note de service n° 2015-064 du 9-4-2015 (NOR : MENH1506630N)

Notation

Professeurs agrégés affectés et détachés dans l'enseignement supérieur - année 2014-2015
note de service n° 2015-067 du 14-4-2015 (NOR : MENH1507347N)

Mouvement du personnel

Nomination

Directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale
décret du 27-3-2015 - J.O. du 29-3-2015 (NOR : MENH1505953D)

Nomination

Délégué académique au numérique de l'académie de Toulouse
arrêté du 20-3-2015 (NOR : MENH1500223A)

Conseils, comités, commissions

Nomination au conseil d'administration du Centre national d'enseignement à distance
arrêté du 23-3-2015 (NOR : MENF1500238A)

Conseils, comités et commissions

Nomination des membres du CHSCT des ministères chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche : modification
arrêté du 25-3-2015 (NOR : MENA1500239A)

Conseils, comités, commissions

Nomination des membres du comité technique d'administration centrale des ministères chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche : modification

arrêté du 25-3-2015 (NOR : MENA1500240A)

Organisation générale

Commission générale de terminologie et de néologie

Vocabulaire des matériaux, technologie du verre

NOR : CTNX1407583K

liste du 25-4-2014 - J.O. du 25-4-2014

MENESR - MCC

I- Termes et définitions

abusage, n.m. (langage professionnel)

Domaine : Matériaux/Verre et céramique.

Définition : Formation d'éraflures à la surface d'objets en verre, qui est due au frottement de ces objets entre eux ou se produit au contact des équipements de conditionnement ou de manutention.

Équivalent étranger : scuffing.

affinage, n.m.

Domaine : Matériaux/Verre et céramique.

Définition : Phase de l'élaboration du verre pendant laquelle les bulles présentes dans le bain de verre sont éliminées à haute température.

Note : La température d'affinage est en général comprise entre 1 450 et 1 550 °C.

Voir aussi : bain de verre, phase de braise.

Équivalent étranger : fining, refining.

attrempage, n.m.

Domaine : Matériaux/Verre et céramique.

Définition : Chauffage progressif et contrôlé d'un four verrier lors de sa mise en service.

Note : À la différence de la trempe, l'attrempage permet d'éviter l'apparition, dans les matériaux réfractaires des parois du four, de contraintes internes dues à des variations trop rapides de la température.

Équivalent étranger : heating-up, heat-up, warming-up.

bain de verre

Domaine : Matériaux/Verre et céramique.

Définition : Verre à l'état fondu se trouvant dans le four verrier.

Équivalent étranger : bath of glass, molten glass.

calcin, n.m.

Domaine : Matériaux/Verre et céramique.

Définition : Verre récupéré et recyclé, le plus souvent dans l'industrie verrière.

Note :

1. Dans l'industrie du verre, le terme « calcin » est préféré à « groisil ».

2. Le terme « calcin » est aussi employé pour désigner le verre finement broyé utilisé dans la fabrication des émaux.

Équivalent étranger : cullet.

canal de distribution

Domaine : Matériaux/Verre et céramique.

Définition : Partie aval d'un four verrier permettant l'alimentation en verre fondu d'une ou de plusieurs machines de mise en forme.

Équivalent étranger : feeder, feeder channel.

empilage, n.m.

Domaine : Matériaux/Verre et céramique.

Définition : Assemblage, dans un four à régénération, d'éléments réfractaires disposés de façon à ménager des espaces permettant la circulation alternée du flux des fumées de combustion et du flux d'air froid qui est ainsi réchauffé.

Voir aussi : four à régénération, inversion.

Équivalent étranger : brick checkers (EU), brick chequers (GB), checkers (EU), chequers (GB).

épreuve thermique du verre trempé

Abréviation : ETVT.

Domaine : Matériaux/Verre et céramique.

Définition : Test effectué avant commercialisation, qui consiste à chauffer, dans des conditions contrôlées, des vitrages en verre trempé pour provoquer la casse de ceux qui présentent des défauts non décelables par d'autres méthodes.

Note : L'épreuve thermique du verre trempé vise à prévenir la casse spontanée des vitrages après leur commercialisation.

Équivalent étranger : heat soak test (HST).

four à régénération

Domaine : Matériaux/Verre et céramique.

Définition : Four verrier chauffé par un combustible hydrocarboné et comportant un système d'échange de chaleur constitué d'empilages.

Voir aussi : empilage, inversion.

Équivalent étranger : regenerative glass furnace.

four journalier

Domaine : Matériaux/Verre et céramique.

Définition : Four verrier à cuve dans lequel l'élaboration du verre a lieu de manière discontinue selon un processus d'une durée de vingt-quatre heures.

Note : Le four journalier est destiné à la fabrication artisanale d'objets en verre.

Équivalent étranger : day tank.

inversion, n.f.

Domaine : Matériaux/Verre et céramique.

Définition : Permutation du flux des fumées de combustion et du flux d'air froid dans les empilages d'un four à régénération.

Voir aussi : empilage, four à régénération.

Équivalent étranger : change-over (GB), reversal (GB), Wechsel (All.).

paraison, n.f.

Domaine : Matériaux/Verre et céramique.

Définition : Masse calibrée de verre fondu destinée à être mise en forme.

Équivalent étranger : gob, parison.

phase de braise

Forme abrégée : braise, n.f.

Domaine : Matériaux/Verre et céramique.

Synonyme : conditionnement thermique.

Définition : Phase d'élaboration en continu du verre plat qui suit les phases de fusion et d'affinage et au cours de laquelle la température est abaissée et homogénéisée en vue d'ajuster la viscosité du verre aux contraintes de fabrication du produit final.

Note : Le terme « braise » trouve son origine dans les procédés d'élaboration en discontinu du verre artisanal et du cristal, qu'on laissait refroidir sur un lit de braises.

Voir aussi : affinage.

Équivalent étranger : cooling-down period.

procédé sol-gel

Domaine : Matériaux/Verre et céramique.

Définition : Procédé de synthèse de matériaux verriers ou céramiques consistant à réaliser, sous la pression atmosphérique et à une température proche de la température ambiante, la polymérisation de précurseurs en solution, puis à effectuer un traitement thermique pour obtenir un produit solide.

Note :

1. Le nom de ce procédé vient du fait que la polymérisation produit successivement un sol, un gel et un solide vitreux.
2. Le procédé sol-gel s'inspire du processus naturel par lequel certains organismes vivants élaborent des

concrétions siliceuses.

Équivalent étranger : sol-gel process.

surcombustion réductrice

Domaine : Chimie-Matériaux.

Définition : Procédé consistant à ajouter, dans les gaz brûlés résultant de la combustion à haute température d'un combustible fossile, une petite quantité de combustible, afin de provoquer la réduction en azote des oxydes d'azote présents dans ces gaz.

Note : On trouve aussi le terme « recombustion », qui est déconseillé.

Équivalent étranger : reburning.

verre à faible émissivité

Domaine : Matériaux/Verre et céramique.

Définition : Verre ayant reçu un traitement de surface abaissant son émissivité, ce qui réduit les échanges thermiques par rayonnement.

Note : Les verres à faible émissivité sont utilisés principalement pour la fabrication de vitrages isolants.

Équivalent étranger : low-E glass, low emissivity glass.

verre expansé

Domaine : Matériaux/Verre et céramique.

Définition : Matériau verrier de faible densité, dont la structure comporte de nombreuses bulles de gaz.

Note :

1. Le verre expansé est utilisé principalement comme isolant thermique ininflammable.
2. On trouve aussi les expressions « verre mousse », « verre cellulaire », « verre multicellulaire ».

Équivalent étranger : expanded glass.

verre flotté

Domaine : Matériaux/Verre et céramique.

Définition : Verre plat obtenu en continu par étalement et refroidissement d'une couche de verre fondu sur la surface d'un bain de métal liquide.

Équivalent étranger : float glass.

vitrocéramique, n.f.

Domaine : Matériaux/Verre et céramique.

Définition : Matériau élaboré par des techniques verrières, constitué d'une phase vitreuse et de microcristaux dont la composition, le nombre, la taille, la répartition et l'orientation sont maîtrisés grâce à un traitement thermique approprié.

Note :

1. Les vitrocéramiques les plus utilisées possèdent un coefficient de dilatation thermique faible qui leur confère une grande résistance aux chocs thermiques.
2. Le terme « vitrocéramique » est également utilisé comme adjectif.

Équivalent étranger : vitroc ceramic (adj.), vitroc ceramics (n.).

II- Table d'équivalence

A- Termes étrangers

Terme étranger (1)	Domaine/Sous-domaine	Équivalent français (2)
bath of glass, molten glass.	Matériaux/Verre et céramique.	bain de verre.
brick checkers (EU), brick chequers (GB), checkers (EU), chequers (GB).	Matériaux/Verre et céramique.	empilage, n.m.
change-over (GB), reversal (GB), Wechsel (All.).	Matériaux/Verre et céramique.	inversion, n.f.
checkers (EU), brick checkers (EU), brick chequers (GB), chequers (GB).	Matériaux/Verre et céramique.	empilage, n.m.
cooling-down period.	Matériaux/Verre et céramique.	phase de braise, braise, n.f., conditionnement thermique.

cullet.	Matériaux/Verre et céramique.	calcin , n.m.
day tank.	Matériaux/Verre et céramique.	four journalier .
expanded glass.	Matériaux/Verre et céramique.	verre expansé .
feeder, feeder channel.	Matériaux/Verre et céramique.	canal de distribution .
fining, refining.	Matériaux/Verre et céramique.	affinage , n.m.
float glass.	Matériaux/Verre et céramique.	verre flotté .
gob, parison.	Matériaux/Verre et céramique.	paraison , n.f.
heating-up, heat-up, warming-up.	Matériaux/Verre et céramique.	attrempage , n.m.
heat soak test (HST).	Matériaux/Verre et céramique.	épreuve thermique du verre trempé (ETVT) .
heat-up, heating-up, warming-up.	Matériaux/Verre et céramique.	attrempage , n.m.
low-E glass, low emissivity glass.	Matériaux/Verre et céramique.	verre à faible émissivité .
molten glass, bath of glass.	Matériaux/Verre et céramique.	bain de verre .
parison, gob.	Matériaux/Verre et céramique.	paraison , n.f.
reburning.	Chimie-Matériaux.	surcombustion réductrice .
refining, fining.	Matériaux/Verre et céramique.	affinage , n.m.
regenerative glass furnace.	Matériaux/Verre et céramique.	four à régénération .
reversal (GB), change-over (GB), Wechsel (All.).	Matériaux/Verre et céramique.	inversion , n.f.
scuffing.	Matériaux/Verre et céramique.	abusage , n.m. (langage professionnel).
sol-gel process.	Matériaux/Verre et céramique.	procédé sol-gel .
vitroceraic (adj.), vitroceraics (n.).	Matériaux/Verre et céramique.	vitrocéramique , n.f.
warming-up, heating-up, heat-up.	Matériaux/Verre et céramique.	attrempage , n.m.
Wechsel (All.), change-over (GB), reversal (GB).	Matériaux/Verre et céramique.	inversion , n.f.

(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire.

(2) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (Termes et définitions).

B- Termes français

Terme français (1)	Domaine/Sous-domaine	Équivalent étranger (2)
abusage , n.m. (langage professionnel).	Matériaux/Verre et céramique.	scuffing.
affinage , n.m.	Matériaux/Verre et céramique.	fining, refining.
attrempage , n.m.	Matériaux/Verre et céramique.	heating-up, heat-up, warming-up.
bain de verre .	Matériaux/Verre et céramique.	bath of glass, molten glass.
braise , n.f., conditionnement thermique, phase de braise .	Matériaux/Verre et céramique.	cooling-down period.
calcin , n.m.	Matériaux/Verre et céramique.	cullet.
canal de distribution .	Matériaux/Verre et céramique.	feeder, feeder channel.
conditionnement thermique, phase de braise, braise , n.f.	Matériaux/Verre et céramique.	cooling-down period.
empilage , n.m.	Matériaux/Verre et céramique.	brick checkers (EU), brick chequers (GB), checkers (EU), chequers (GB).

épreuve thermique du verre trempé (ETVT).	Matériaux/Verre et céramique.	heat soak test (HST).
four à régénération.	Matériaux/Verre et céramique.	regenerative glass furnace.
four journalier.	Matériaux/Verre et céramique.	day tank.
inversion, n.f.	Matériaux/Verre et céramique.	change-over (GB), reversal (GB), Wechsel (All.).
paraison, n.f.	Matériaux/Verre et céramique.	gob, parison.
phase de braise, braise, n.f., conditionnement thermique.	Matériaux/Verre et céramique.	cooling-down period.
procédé sol-gel.	Matériaux/Verre et céramique.	sol-gel process.
surcombustion réductrice.	Chimie-Matériaux.	reburning.
verre à faible émissivité.	Matériaux/Verre et céramique.	low-E glass, low emissivity glass.
verre expansé.	Matériaux/Verre et céramique.	expanded glass.
verre flotté.	Matériaux/Verre et céramique.	float glass.
vitrocéramique, n.f.	Matériaux/Verre et céramique.	vitroceramic (adj.), vitroceramics (n.).

(1) Les termes en caractères gras se trouvent dans la partie I (Termes et définitions).

(2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.

Enseignements secondaire et supérieur

Brevet de technicien

Calendrier des épreuves nationales à sujet commun - session 2015

NOR : MENE1507558N

note de service n° 2015-061 du 1-4-2015

MENESR - DGESCO MPE

Texte adressé aux rectrices et recteurs d'académie ; aux vice-rectrices et vice-recteurs ; au chef du service de l'éducation nationale de Saint-Pierre-et-Miquelon ; au directeur du service interacadémique des examens et concours d'Île-de-France

L'examen du brevet de technicien est organisé à l'échelle nationale, dans chaque spécialité, par une académie ou par le Siec.

Le calendrier de la session 2015 du brevet de technicien figure en annexe pour chaque spécialité de brevet de technicien, dans l'ordre suivant :

- dessinateur en arts appliqués option décor céramique ;
- dessinateur maquettiste option arts graphiques ;
- métiers de la musique.

Pour la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
et par délégation,

La directrice générale de l'enseignement scolaire,

Florence Robine

Annexe

Brevet de technicien spécialité dessinateur en arts appliqués option décor céramique - session 2015

Première série d'épreuves

Épreuves	Dates	Horaires
Français et monde contemporain	Lundi 1er juin 2015	9 h 00 - 12 h 00
Géométrie	Mardi 2 juin 2015	10 h 00 - 12 h 00
Analyse écrite	Mardi 2 juin 2015	14 h 00 - 16 h 00
LVE Anglais	Date laissée à l'initiative des recteurs	
Composition	Mercredi 3 et jeudi 4 juin 2015	8 h 00 - 15 h 30 dont 30 min de repas pris sur place

Affichage des résultats : le vendredi 12 juin 2015 à 14 h 00 dans tous les centres d'examen.

Deuxième série d'épreuves

Épreuves	Dates	Horaires
Mathématiques	Lundi 15 juin 2015	10 h 00 - 12 h 00
Sciences physiques et anatomie		14 h 00 - 16 h 00
Dessin de documentation	Mardi 16 juin 2015	9 h 00 - 12 h 00

Dessin	Mercredi 17 juin 2015	9 h 00 - 15 h 30 dont 30 min de repas pris sur place
--------	-----------------------	--

Affichage des résultats : le vendredi 19 juin 2015 à 18 h 00 dans tous les centres d'examen

Brevet de technicien spécialité dessinateur maquetiste option arts graphiques - session 2015

Première série d'épreuves

Épreuves	Dates	Horaires
Français et monde contemporain	Lundi 1er juin 2015	9 h 00 - 12 h 00
Sciences physiques	Mardi 2 juin 2015	8 h 30 - 10 h 30
Langues vivantes (1)	Mardi 2 juin 2015	À partir de 13 h 00
Histoire des arts liée à la communication visuelle (1)	Mercredi 3 juin 2015	À partir de 9 h 00
Dessin d'art appliqué (2)	Jeudi 4 juin 2015	9 h 00 - 15 h 30
Travaux pratiques (2) (durée 10 à 16 h)	Lundi 8 et mardi 9 juin 2015	À partir de 08 h 30

Affichage des résultats : le jeudi 11 juin 2015 dans tous les centres d'examen

Deuxième série d'épreuves

Épreuves	Dates	Horaires
Mathématiques	Lundi 15 juin 2015	9 h 00 - 11 h 00
Document et communication visuelle (2)	Mardi 16 juin 2015	8 h 30 - 15 h 00
Éthique, organisation de la profession et législation		16 h 00 - 17 h 00
Technologie (oral) (3)	Mercredi 17 juin 2015	À partir de 9 h 00

Affichage des résultats : le jeudi 18 juin 2015 dans tous les centres d'examen

(1) Épreuve orale de 20 min précédée de 20 min de préparation.

(2) Les candidats devront se munir d'un repas froid qu'ils prendront sur place dans la salle d'examen (30 min d'interruption de 12 h 30 à 13 h 00 pour tous les candidats).

(3) Épreuve orale de 20 min précédée de 30 min de préparation.

Brevet de technicien spécialité métiers de la musique - session 2015

Première série d'épreuves

	Épreuves	Dates	Horaires	Centres d'examen
Écrits	Français	Lundi 1er juin 2015	9 h 00 - 12 h 00	Nancy Saint-Brieuc Sèvres
	Dictée musicale Analyse harmonique		14 h 00 - 16 h 30	
	Histoire de la musique Critique d'enregistrement	Mardi 2 juin 2015	8 h 30 - 13 h 00	
	Technologie instrumentale	Mercredi 3 juin 2015	9 h 00 - 12 h 30	
Oraux	Enregistrement	Vendredi 5 juin 2015	8 h 00 - 18 h 00	Nancy Saint-Brieuc
		Mardi 9 juin 2015	8 h 00 - 18 h 00	
		Mercredi 10 juin 2015	8 h 00 - 18 h 00	Nancy
		Jeudi 11 juin 2015	8 h 00 - 12 h 00	

	Mardi 16 juin 2015	8 h 00 - 18 h 00	Sèvres
	Mercredi 17 juin 2015	8 h 00 - 12 h 00	

Dépôt des rapports de stage en 1 exemplaire : le vendredi 29 mai 2015 à 12h00 au Siec/DES 2/CC - 7, rue Ernest-Renan - 94749 Arcueil Cedex.

Important : Le candidat indiquera sur la première page du rapport la branche d'activité dans laquelle il a suivi le stage ainsi que ses nom et prénom. Le 2e exemplaire sera apporté le jour de l'épreuve.

Affichage des résultats : le mercredi 17 juin 2015 à partir de 18 h 00 dans tous les centres d'examen.

Deuxième série d'épreuves

	Épreuves	Dates	Horaires	Centres d'examen
Écrits	Sciences physiques	Jeudi 4 juin 2015	8 h 30 - 11 h 30	Nancy
	Cas concret		14 h 00 - 17 h 00	Saint-Brieuc Sèvres
Oraux	LVE Anglais	Date laissée à l'initiative des recteurs		
	Rapport de stage	Lundi 22 juin 2015	9 h 00 - 17 h 00	Sèvres
		Mardi 23 juin 2015	9 h 00 - 12 h 00	

Affichage des résultats : le mardi 23 juin 2015 à partir de 18 h 00 dans tous les centres d'examen.

Enseignements primaire et secondaire

Partenariat

Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'association AFS vivre sans frontière

NOR : MENE1500231A

arrêté du 9-4-2015

MENESR - DGESCO B3-4

Par arrêté de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, en date du 9 avril 2015, l'association AFS vivre sans frontière qui apporte son concours à l'enseignement public, est agréée pour une durée de cinq ans. L'agrément est étendu à ses vingt-six associations affiliées.

Enseignements primaire et secondaire

Partenariat

Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à la Fédération française des maisons de l'Europe

NOR : MENE1500232A

arrêté du 9-4-2015

MENESR - DGESCO B3-4

Par arrêté de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, en date du 9 avril 2015, la Fédération française des maisons de l'Europe qui apporte son concours à l'enseignement public, est agréée pour une durée de cinq ans. L'agrément est étendu aux trente-cinq maisons de l'Europe adhérentes à la fédération.

Enseignements primaire et secondaire

Partenariat

Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'association France médiation

NOR : MENE1500233A

arrêté du 9-4-2015

MENESR - DGESCO B3-4

Par arrêté de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, en date du 9 avril 2015, l'association France médiation qui apporte son concours à l'enseignement public, est agréée pour une durée de cinq ans. L'agrément est étendu aux dix associations de son réseau.

Enseignements primaire et secondaire

Partenariat

Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'association Lecture jeunesse

NOR : MENE1500234A

arrêté du 9-4-2015

MENESR - DGESCO B3-4

Par arrêté de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, en date du 9 avril 2015, l'association Lecture jeunesse qui apporte son concours à l'enseignement public, est agréée pour une durée de cinq ans.

Enseignements primaire et secondaire

Partenariat

Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'association Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme

NOR : MENE1500235A

arrêté du 9-4-2015

MENESR - DGESCO B3-4

Par arrêté de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, en date du 9 avril 2015, l'association Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme qui apporte son concours à l'enseignement public, est agréée pour une durée de cinq ans.

Enseignements primaire et secondaire

Partenariat

Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'association Planète sciences

NOR : MENE1500236A

arrêté du 9-4-2015

MENESR - DGESCO B3-4

Par arrêté de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, en date du 9 avril 2015, l'association Planète sciences qui apporte son concours à l'enseignement public, est agréée pour une durée de cinq ans. L'agrément est étendu à ses neuf structures régionales.

Enseignements primaire et secondaire

Partenariat

Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'association Union nationale des associations de défense des familles et de l'individu victimes de sectes

NOR : MENE1500237A

arrêté du 9-4-2015

MENESR - DGESCO B3-4

Par arrêté de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, en date du 9 avril 2015, l'association Union nationale des associations de défense des familles et de l'individu victimes de sectes qui apporte son concours à l'enseignement public, est agréée pour une durée de cinq ans.

Enseignements primaire et secondaire

Classe terminale de la série littéraire

Programme de littérature pour l'année scolaire 2015-2016

NOR : MENE1507563N

note de service n° 2015-060 du 1-4-2015

MENESR - DGESCO MAF1

Texte adressé aux rectrices et recteurs d'académie ; au directeur du service interacadémique des examens et concours d'Île-de-France ; aux inspectrices et inspecteurs d'académie-inspectrices et inspecteurs pédagogiques régionaux de lettres ; aux proviseurs ; aux professeurs de lettres

Références : arrêté du 12-7-2011 (J.O. du 20-9-2011 et au B.O.E.N. spécial n° 8 du 13-10-2011)

Pour l'année scolaire 2015-2016, la liste des œuvres obligatoires inscrites au programme de littérature de la classe terminale de la série littéraire est la suivante.

A. Domaine d'étude « Littérature et langages de l'image »

Œuvres :

- *Œdipe roi*, de Sophocle (édition au choix du professeur).

- *Œdipe roi*, de Pier Paolo Pasolini, film italien, 1967 (édition au choix du professeur).

Le programme de l'enseignement de littérature en classe terminale de la série littéraire ([arrêté du 12 juillet 2011](#) publié au B.O.E.N. spécial n° 8 du 13 octobre 2011) indique que le travail sur le domaine « Littérature et langages de l'image » vise à « conduire les élèves vers l'étude précise des liens et des échanges qu'entretiennent des formes d'expression artistiques différentes ». L'inscription au programme de la tragédie de Sophocle *Œdipe roi* (~425 av. JC) et de la version filmique qu'en a donnée Pier Paolo Pasolini (1967) met en jeu les relations entre littérature et langage cinématographique. La pièce de Sophocle et le film de Pasolini relèvent à l'évidence de la relation d'adaptation. La lecture croisée de l'un et de l'autre, recourant aux outils d'analyse adéquats à chacun, permettra aux élèves d'apprécier les œuvres « dans la double perspective de leur singularité et de leur intertextualité ».

Avec *Œdipe roi*, Sophocle ouvre une nouvelle ère du tragique, dont les conflits ne jouent plus seulement entre l'humain et des forces divines, mais aussi entre le sujet et sa propre conscience, faisant surgir ainsi l'individu au cœur de la cité.

L'*Œdipe roi* de Pasolini s'affiche comme une réécriture de la pièce de Sophocle. Emblématique du « cinéma de poésie » théorisé par le réalisateur, le film fait de la tragédie antique l'archétype d'un questionnement sur soi, qui met aussi en jeu l'énigme de l'identité créatrice. Doublement dépaysée dans le temps et dans l'espace, la pièce y est enchâssée dans une fable autobiographique qui la réinterprète à la lumière des thèses freudiennes sur le « complexe d'Œdipe ». De la cristallisation initiale à la sublimation finale, le film relate un parcours initiatique dont la tragédie grecque retrace, en abyme, la préhistoire. Traitée sur un mode onirique, la pièce de Sophocle s'inscrit dans le film à la manière d'un scénario inconscient et archaïque, dans lequel symboles et silences sont aussi signifiants que les mots. À la fois autoportrait et figure légendaire, le héros tragique devient, comme dans la pièce antique, le vecteur impersonnel d'une interrogation sur la condition humaine, dont la portée universelle est clairement signifiée par le syncrétisme culturel qui caractérise le choix des décors, des costumes et de la musique.

La tragédie antique se fait aussi, conformément à sa fonction originelle, l'instrument d'une mise en question du présent. La transposition de la pièce de Sophocle dans un univers « primitif » et « barbare » traduit, chez Pasolini, une nostalgie du sacré, dont l'oubli ou la négation fonde le tragique moderne. L'épilogue du film, inspiré par *Œdipe à Colonne*, l'infléchit en effet vers une réflexion sur le collectif, de nature politique, qui tout à la fois rappelle l'origine de la tragédie et appelle une réflexion sur le rôle de l'homme, et plus particulièrement de l'artiste, au sein de la cité.

Quelques ressources pour les professeurs

Sur la tragédie et sur *Œdipe roi* de Sophocle :

- Aristote, *Poétique* (trad. J. Hardy), Gallimard, « Tel », 1996.

- Nietzsche, Friedrich, *La Naissance de la tragédie*, Gallimard, Folio Essais, 1989.

- Dubarry-Sodini, Christine, *Étude sur Sophocle, Œdipe roi*, Ellipses, « Résonances », 1994.
- Hoffmann, Georges, *Œdipe roi*, PUF, « Études littéraires », 1990.

Sur le film de Pasolini :

- Bernard de Courville, Florence, *Œdipe roi de Pasolini. Poétique de la mimésis*, L'Harmattan, 2012.
- Ceccatty (de), René, *Pasolini*, Gallimard, « Folio biographies », 2005.
- Duflot, Jean, *Pasolini. Entretiens avec Pier Paolo Pasolini*, Pierre Belfond, 1970.
- *Revue d'esthétique*, n° 3 hors-série : « Pasolini », Paris, Jean-Michel Place, 1992.
- Vontrat, Fabienne, « *Œdipe roi* de Sophocle à Pasolini », http://la-psychanalyse-encore.fr/La_psychanalyse_encore/PSYCHANALYSE_et_CINEMA.html

Sur le mythe d'Œdipe :

- Lobo, Ana Lúcia, « Freud face à l'Antiquité grecque : le cas du Complexe d'Œdipe », <http://anabases.revues.org/185>
- Scherer, Jacques, *Dramaturgies d'Œdipe*, PUF, 1987.
- Vernant, Jean-Pierre et Vidal Naquet, Pierre, *Œdipe et ses mythes*, éditions Complexe, « Historiques », 1988.
- Vogin, Magali, « La fuite d'Œdipe de Corinthe à Thèbes », <http://etudesromanes.revues.org/620>, 2012.

Ressources visuelles :

- Court extrait d'une interview de Pasolini sur *Œdipe roi* : www.ina.fr/video/I04154749

Plusieurs extraits de différentes versions du mythe d'Œdipe sont visibles en ligne sur le site : <http://fresques.ina.fr/en-scenes/parcours/0021/la-tragedie-grecque-et-ses-reecritures.html>

B. Domaine d'étude « Lire-écrire-publier »

Œuvre :

- *Madame Bovary* de Gustave Flaubert

Le programme de l'enseignement de littérature en classe terminale de la série littéraire (arrêté du 12 juillet 2011 publié au B.O.E.N. spécial n° 8 du 13 octobre 2011) indique que le travail sur le domaine « lire-écrire-publier » invite les élèves « à une compréhension plus complète du fait littéraire, en les rendant sensibles, à partir d'une œuvre et pour contribuer à son interprétation, à son inscription dans un ensemble de relations qui intègrent les conditions de sa production comme celles de sa réception ou de sa diffusion ».

Pour l'étude de *Madame Bovary* de Gustave Flaubert, le professeur privilégiera l'analyse de la genèse qui permet aux élèves de pénétrer dans le laboratoire de l'écrivain et de s'interroger sur le processus de création du roman. Les étapes successives de l'avant-texte (plans, scénarios, esquisses, brouillons et manuscrits) constituent autant d'éléments qui nous donnent accès à l'histoire de la création. Ils rendent manifestes l'obsession et la passion du romancier pour le mot, pour la phrase, son attention aux rythmes et aux harmonies, à la dimension sonore de la langue, inscrivant la quête romanesque dans une aventure poétique, stylistique et esthétique inédite. Flaubert fait du roman un vaste poème narratif, où l'écriture s'astreint à une double exigence de justesse absolue, sur le plan de la diction comme sur celui de la fiction. La transformation d'un fait-divers banal en œuvre d'art éclaire également le travail de l'écrivain en amont du texte. Enfin, la correspondance de Flaubert avec ses contemporains, véritable essai sur l'art romanesque, permet de mieux comprendre la genèse du roman, révélant l'épreuve d'une écriture qui rompt avec le mythe de l'inspiration.

Madame Bovary contribue ainsi à l'invention d'un nouveau rapport au monde. La recherche du « neutre », de « l'impersonnalité », l'égalité de traitement des personnages, des sujets et des points de vue, affranchissent la littérature du devoir de représenter l'ordre constitué. L'écriture flaubertienne porte à sa manière une esthétique de l'âge démocratique, dévoilant un lien inextricable entre poétique et politique.

À cet égard, le professeur pourrait aborder avec les élèves dans une perspective complémentaire la réception très polémique du roman en 1857. Le procès qui s'en suivit notamment montre la complexité des liens entre littérature et société au milieu du XIXe siècle et soulève la question de la moralité à laquelle Flaubert, dans la stratégie de défense qu'il met en œuvre, fait subir un déplacement décisif : répondant à ses adversaires sur leur propre terrain, il substitue par ailleurs aux cadres d'une littérature édifiante corsetée par une morale prescriptive une éthique de l'écriture et de la lecture, fondée sur l'affirmation de l'autonomie de l'art.

Quelques ressources pour les professeurs

- Flaubert, Gustave, *Madame Bovary* dans *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard, collection « Bibliothèque de la Pléiade », 1951, t. I, appareil critique rédigé par René Dumesnil, p. 271-289.

Sur la genèse du roman :

- *Plans et scénarios de Madame Bovary*, présentation, transcription et notes de Y. Leclerc, Paris, CNRS Éditions / Zulma, coll. « Manuscrits », 1995.
- Transcription intégrale des manuscrits de *Madame Bovary*, sous la responsabilité de D. Girard et Y. Leclerc, Bibliothèque municipale de Rouen au centre Flaubert : <http://www.bovary.fr/>.
- De nombreux sites nationaux ou académiques proposent des ressources pédagogiques utiles pour le programme. Citons principalement les sites de Rouen, Grenoble, Versailles mais aussi celui du réseau Canopé (voir notamment l'article de Caroline d'Atabekian).
- De Biasi, P.-M., *Gustave Flaubert, Une manière spéciale de vivre*, Grasset, 2009, particulièrement les chapitres 6 (« Entrer en littérature »), 7 (« Madame Bovary, c'est qui? ») et 8 (« Le procès du style »).
- Gotot-Mersch, Cl., *La Genèse de « Madame Bovary »*, Paris, Corti, 1966 ; Genève, Slatkine Reprints, 1980.
- Flaubert, (Gustave), *Correspondances*, Paris, Gallimard, collection « Bibliothèque de la Pléiade », 1980, t. II (1851-1858).

Sur la poétique du texte :

- Mitterand, Henri, « Flaubert et le style », *Les Mots de Flaubert*, n° 27, décembre 1965, p. 4-10.
- Proust, Marcel, *Pastiches et mélanges*, 1919 (le pastiche qui relate l'affaire Lemoine à la manière de Flaubert pourra être proposé aux élèves).
- Rancière, Jacques, *Politique de la littérature*, Galilée, 2007.

Un écrivain dans son siècle :

- Winock, Michel, *Flaubert*, NRF biographies, 2013.

Sur la réception du roman :

- Baudelaire, Charles, M. Gustave Flaubert, *Madame Bovary et la Tentation de Saint-Antoine.- L'Artiste*, 18 octobre 1857.
- Sainte-Beuve, C.-A., Variétés. Littérature. *Madame Bovary*, par Gustave Flaubert. *Le Moniteur*, 4 mai 1857.
- Leclerc, Yves, *Crimes écrits. La littérature en procès au XIXe siècle*, Paris, Plon, 1991.
- Bourdieu, P., *Les Règles de l'art - Genèse et structure du champ littéraire*, Seuil, 1992, réédition collection « Points », 1998.
- Vatan, Florence, « Outrage à la morale publique et aux bonnes mœurs », Gustave Flaubert et la « morale de l'Art », dans *Pensée morale et genre littéraire*, sous la direction de Jean-Charles Darmon et Philippe Desan, Paris, PUF, 2009, p. 139-158.

Pour la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
et par délégation,
La directrice générale de l'enseignement scolaire,
Florence Robine

Enseignements primaire et secondaire

Traitement automatisé de données

Création d'un traitement de données à caractère personnel dans le cadre de l'application Moa

NOR : MENY1500219S
décision du 5-2-2015
MENESR - ONISEP

Vu loi n° 78-17 du 6-1-1978 modifiée, notamment articles 26, 27 et 29

Article 1 - Il est créé un traitement automatisé de données à caractère personnel, dénommé Moa (Mon orientation augmentée) dont l'objet est de permettre, aux élèves de collège et lycée qui le souhaitent, d'accéder à des contenus à vocation pédagogique et éducative via les ressources pédagogiques et documentaires de l'Onisep, validées par le rectorat et/ou le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Article 2 - Pour la création du compte utilisateur, les données enregistrées sont les suivantes : **Civilité/sexe, nom, prénom, classe, date de naissance, formation.**

Article 3 - Dans l'espace de l'application Moa, les catégories de données à caractère personnel enregistrées sont les suivantes : Utilisation des médias.

Article 4 - Les destinataires des données à caractère personnel sont exclusivement les catégories de personnes susceptibles de disposer, dans la limite de leurs attributions respectives, d'un accès à l'application Moa.

Article 5 - Le droit d'accès et de rectification prévu par les articles 39 et suivants de la [loi du 6 janvier 1978](#) susvisée s'exerce auprès du responsable du service informatique de l'Onisep.

Article 6 - Les données à caractère personnel traitées dans le cadre d'un compte Moa sont mises à jour au début de chaque année scolaire dans l'hypothèse d'une connexion avec les applications webclasseur ou Folios de l'Onisep. Elles sont en tout état de cause supprimées dans les trois mois, à compter de la fermeture du compte.

Article 7 - La secrétaire générale de l'Onisep est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera affichée sur le site Intranet de l'Onisep et publiée au Bulletin officiel de l'éducation nationale. Une information spécifique sera également intégrée dans Moa afin d'en informer les utilisateurs.

Fait le 5 février 2015

Le directeur de l'Onisep,
George Asseraf

Personnels

Conseils, comités et commissions

Désignation des représentants de l'administration et du personnel à la CAP ministérielle des administrateurs civils affectés ou rattachés pour leur gestion au MENESR

NOR : MENH1500228A

arrêté du 25-3-2015

MENESR - DGRH E2-1

Vu loi n° 83-634 du 13-7-1983 modifiée, ensemble loi n° 84-16 du 11-1-1984 modifiée ; vu décret n° 82-451 du 28-5-1982 modifié ; décret n° 99-945 du 16-11-1999 modifié ; décret n° 2000-1222 du 14-12-2000 modifié ; arrêté du 9-9-2014 ; arrêté du 23-2-2015 ; procès-verbal du 5-12-2014

Article 1 - Sont nommés représentants de l'administration à la commission administrative paritaire ministérielle compétente à l'égard du corps des administrateurs civils affectés ou rattachés pour leur gestion au ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche :

Représentants titulaires

- Monsieur Frédéric Guin, secrétaire général ;
- Jean-Richard Cytermann, chef du service de l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche ;
- Pierre Moya, chef du service de l'encadrement, adjoint à la directrice générale des ressources humaines ;
- Marie-Hélène Granier-Fauquert, chef de service, adjointe à la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle ;
- Édouard Leroy, chef du service de l'action administrative et des moyens.

Représentants suppléants

- Guy Weiss, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche ;
- Cécile Bourlier, sous-directrice de la gestion des ressources humaines pour l'administration centrale ;
- Laurence Venet-Lopez, sous-directrice de la gestion prévisionnelle et des missions de l'encadrement ;
- Annick Wagner, experte de haut niveau, coordonnatrice Sirhen pour la direction générale des ressources humaines ;
- Gilles Bal, sous-directeur de la gestion des carrières des personnels d'encadrement.

Article 2 - Sont nommés représentants élus du personnel à la commission administrative paritaire ministérielle compétente à l'égard du corps des administrateurs civils affectés ou rattachés pour leur gestion au ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche :

Représentants titulaires

Administrateurs généraux

- Éric Piozin.

Administrateurs civils hors classe

- Éliane Brouard ;
- Patrick Lasserre.

Administrateurs civils

- Bruno Matteucci ;
- Véronique Gueguen.

Représentants suppléants

Administrateurs généraux

- Gilles Fournier.

Administrateurs civils hors classe

- Élodie Fourcade ;
- Thierry Bergeonneau.

Administrateurs civils

- Madame Emmanuelle Double ;
- Jean-Pascal Chapat.

Article 3 - Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel de l'éducation nationale et au Bulletin officiel de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Pour la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
et par délégation,
Le secrétaire général,
Frédéric Guin

Personnels

Liste d'aptitude

Accès aux fonctions d'agent comptable d'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, à compter du 1er juillet 2015

NOR : MENH1506033N

note de service n° 2015-0011 du 20-3-2015

MENESR - DGRH E1-2

Texte adressé aux rectrices et recteurs d'académie, chancelières et chanceliers des universités

Les emplois d'agents comptables sont répartis en trois groupes. Les personnels intéressés par ces fonctions doivent demander à l'avance, avant de connaître la nature des postes vacants, leur inscription sur une liste d'aptitude aux fonctions d'agent comptable d'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel. Cette inscription est une condition nécessaire pour être détaché dans l'emploi.

Outre cette inscription, les candidats doivent remplir les conditions requises pour pouvoir être détachés dans l'emploi. Peuvent être nommés dans un emploi du groupe III, les directeurs de service, les attachés d'administration hors classe, les attachés principaux d'administration du corps des attachés d'administration de l'État, les fonctionnaires de catégorie A de la direction générale des finances publiques et les fonctionnaires appartenant à un corps ou un cadre d'emplois de catégorie A, ou de même niveau, dont l'indice brut terminal est au moins égal à 966 et ayant atteint l'indice brut 588.

Peuvent être nommés dans un emploi des groupes I et II, les fonctionnaires appartenant à un corps ou à un cadre d'emplois de catégorie A, ou de même niveau, dont l'indice brut terminal est au moins égal à l'indice brut 966, ayant accompli dix ans au moins de services effectifs dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de catégorie A, ou de même niveau, et ayant atteint au moins l'indice brut 705.

Ces postes constituent un débouché pour les personnels d'encadrement scolaire et universitaire qui souhaitent exercer des fonctions de responsabilité dans les domaines comptable et financier des établissements d'enseignement supérieur.

Présentation des fonctions et de la carrière d'agent comptable d'EPCSCP

Expert en matières comptable, financière et fiscale, l'agent comptable d'EPCSCP apporte, dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, une aide au pilotage de l'établissement et contribue à la prise de décision de la gouvernance. Il est un acteur de la modernisation de la politique budgétaire et financière de l'établissement et peut exercer les fonctions de chef des services financiers.

Le métier d'agent comptable se caractérise par une implication sans cesse croissante dans les domaines de la gestion financière des établissements et d'appui à l'ordonnateur.

Cet emploi fonctionnel est régi par le décret n° 98-408 du 27 mai 1998 modifié par les décrets n° 2006-1369 du 9 novembre 2006 et n° 2010-172 du 23 février 2010 (J.O.R.F. des 28 mai 1998, 11 novembre 2006 et 23 février 2010).

Les nominations dans l'emploi d'agent comptable d'EPCSCP se font sur proposition du président ou du directeur de l'établissement, par arrêté conjoint des ministres chargés du budget et de l'enseignement supérieur.

La grille indiciaire de ces emplois s'échelonne pour le groupe I de l'indice brut 750 à l'indice brut HEA, pour le groupe II de l'indice brut 750 à l'indice brut 1015 et pour le groupe III de l'indice brut 701 à l'indice brut 985.

Les fonctionnaires nommés dans ces emplois sont détachés de leur corps d'origine et classés à l'échelon de cet emploi comportant un indice immédiatement supérieur à celui qu'ils détenaient dans leur corps ou cadre d'emplois d'origine. Les agents comptables bénéficient d'une nouvelle bonification indiciaire (NBI) de 40 points, d'une indemnité de gestion et d'une indemnité de caisse et de responsabilité. Certains postes peuvent bénéficier d'un logement de fonctions.

Une « fiche métier » de présentation du statut, des activités, de la carrière et de la rémunération des agents comptables des EPCSCP est disponible sur le site <http://www.education.gouv.fr/>, rubrique « personnels d'encadrement », « emplois fonctionnels ».

Procédure de demande d'inscription sur la liste d'aptitude

La liste d'aptitude est établie conjointement par les ministres chargés de l'enseignement supérieur et du budget. Les fonctionnaires de catégorie A peuvent être inscrits sur cette liste d'aptitude, après examen de leur dossier. Sauf situation particulière, les fonctionnaires inscrits sur la liste d'aptitude publiée au B.O.E.N. et B.O.E.S.R. n° 41 du 6 novembre 2014 et qui n'ont pas été nommés dans un emploi d'agent comptable d'EPSCSP seront réinscrits, automatiquement, sur la liste établie au titre de l'année 2015.

Les personnels intéressés doivent remplir la demande d'inscription et le curriculum vitæ résumé (annexe A de la présente note). Ces documents sont téléchargeables sur le site <http://www.education.gouv.fr>, rubrique « concours, emplois et carrières », « personnels d'encadrement », « emplois fonctionnels » cliquer sur : « agent comptable d'EPSCSP » puis sur « demande d'inscription et CV résumé ». Ils doivent être transmis à l'adresse électronique : dgrh-e-1-2@education.gouv.fr.

Les candidats doivent également transmettre, par la voie hiérarchique, un dossier de candidature comportant :

- une lettre de motivation ;
- un curriculum vitæ détaillé (2 pages maximum) ;
- l'annexe A complétée ;
- une copie du dernier arrêté de promotion d'échelon ;
- une copie du dernier entretien professionnel.

Ce dossier sera transmis à la direction générale des ressources humaines - service de l'encadrement - bureau DGRH E1-2 - 72, rue Regnault - 75 243 Paris Cedex 13, avant le **4 juin 2015**, délai de rigueur.

La liste d'aptitude permet au service de l'encadrement de la direction générale des ressources humaines de constituer un vivier de recrutement pour les emplois considérés et de solliciter certains personnels en tant que de besoin lorsque des postes correspondant à leur profil se libèrent.

Il est donc nécessaire de renseigner très précisément les fiches de demande d'inscription. Il est par ailleurs demandé aux supérieurs hiérarchiques de bien motiver leur avis.

Pour la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
et par délégation,
La directrice générale des ressources humaines,
Catherine Gaudy

Annexe A

☛ Demande d'inscription sur la liste d'aptitude aux fonctions d'agent comptable et curriculum vitæ résumé

Annexe A**Demande d'inscription, à compter du 1^{er} juillet 2015, pour les cadres A du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche**

Nom de naissance : Prénom : Date de naissance :
Nom marital (le cas échéant) :

Corps/grade :

Échelon et date d'accès :

Établissement ou service : Fonctions :
Date d'affectation dans l'établissement : Date d'affectation dans le poste :
Adresse professionnelle :

Téléphone professionnel : Télécopie : Courriel :

Académies prioritaires, classées par ordre de préférence :

1. 2. 3.

Établissements prioritaires, classés par ordre de préférence :

1. 4.
2. 5.
3.

Date : Signature :

Avis motivé des supérieurs hiérarchiques :

Supérieur hiérarchique direct
(chef d'établissement ou président) : date :

Dasen (le cas échéant) : date :

Recteur : date :

Vous pouvez obtenir un formulaire de demande d'inscription (annexe A) à l'adresse suivante :

<http://www.education.gouv.fr>, rubrique « concours, emplois et carrières », « personnels d'encadrement », « emplois fonctionnels », puis cliquer sur : « agent comptable d'EPSCP » puis sur « demande d'inscription et CV résumé ».

Les documents doivent être transmis à l'adresse électronique : dgrh-e-1-2@education.gouv.fr.

Annexe A
Curriculum vitæ résumé (1 page)

Nom :

Prénom :

Grade :

Diplômes et titres obtenus dans le domaine de la gestion administrative, financière et comptable (préciser les dates)

Formations continues suivies et/ou dispensées par vos soins dans le domaine de la gestion administrative, financière et comptable (préciser les dates et les durées)

Fonctions exercées dans le domaine de la gestion administrative, financière et comptable (préciser la nature des fonctions, les établissements, les dates)

Date :

Signature :

Personnels

Personnels du second degré

Affectation en qualité de fonctionnaire stagiaire des lauréats des concours et des examens professionnalisés du second degré - rentrée 2015

NOR : MENH1506630N

note de service n° 2015-064 du 9-4-2015

MENESR - DGRH B2-2

Texte adressé aux rectrices et recteurs d'académie ; aux vice-rectrices et vice-recteurs de Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, Mayotte ; à la directrice de l'éducation de Saint-Pierre-et-Miquelon
Texte abrogé : note de service n° 2014-050 du 10-4-2014

L'objet de la présente note de service est de définir les règles et les procédures de nomination et d'affectation en qualité de **fonctionnaire stagiaire** des lauréats des concours externes, internes, troisième concours et réservés, des examens professionnalisés réservés de l'enseignement du second degré de la session 2015 ainsi que ceux d'une session antérieure ayant bénéficié d'un report de stage durant l'année scolaire 2014-2015.

Cette affectation en qualité de fonctionnaire stagiaire, première étape de la prise de fonction, est un moment déterminant du parcours professionnel des personnels enseignants, d'éducation et d'orientation du second degré. Elle comprend deux phases successives.

La première, conduite au niveau ministériel (DGRH), est interacadémique et consiste à désigner les intéressés dans une académie. Les règles et procédures d'affectation font l'objet de la présente note de service.

La seconde phase, intra-académique, qui consiste à affecter les fonctionnaires stagiaires sur un poste, est de la compétence des recteurs auxquels il reviendra d'en préciser les modalités dans une note de service rectorale. Ils veilleront à mettre en place un dispositif d'accueil pour les fonctionnaires stagiaires nommés dans leur académie qui devra être opérationnel dès la diffusion des résultats d'affectation ministériels (à partir du 2 juillet 2015), afin de permettre aux fonctionnaires stagiaires prenant connaissance de leur affectation dans une académie que beaucoup découvriront, de recevoir toutes les informations et repères utiles pour favoriser leur prise de fonction.

Les lauréats disposent sur le site <http://www.education.gouv.fr/> du système d'information et d'aide aux lauréats (Sial), qui comporte notamment un guide synthétisant la présente note de service. De plus, un dispositif d'aide et de conseil personnalisé joignable par téléphone est également mis à leur disposition **du 4 mai au 12 juin 2015 puis du 15 au 31 juillet 2015.**

Afin de faciliter l'accompagnement des lauréats, des améliorations ont été apportées au dispositif mis en place. Celles-ci concernent d'une part l'accueil téléphonique avec une seconde période d'ouverture de la plateforme du 15 au 31 juillet 2015. En parallèle, une boîte fonctionnelle est dédiée aux traitements des demandes des lauréats portant sur une révision d'affectation conformément aux situations énoncées au II.4.3 de la présente note de service. D'autre part, la procédure de transmission des pièces justificatives a été revue. Certaines seront déposées sous format dématérialisé sur l'application Sial dédiée à la saisie des vœux. De même, pour les services accomplis au sein de l'enseignement du second degré public, à l'exception de ceux effectués en tant qu'emploi d'avenir professeur (EAP), les lauréats n'auront plus à fournir une pièce justificative. Ces données seront directement récupérées à partir des bases de gestion académiques.

La publication des résultats aura lieu entre le 2 et 9 juillet afin de permettre d'une part aux lauréats de connaître au plus tôt leur affectation et d'autre part pour les académies de mettre en place leur dispositif d'accueil académique.

Cette note de service comporte cinq parties :

- la première traite des principes généraux de l'affectation des fonctionnaires stagiaires ;
- la seconde expose les modalités d'affectation en académie ;
- la troisième concerne la phase intra-académique de l'affectation ;
- la quatrième précise les autres possibilités d'accomplissement du stage ;
- la cinquième se rapporte aux modalités d'entrée en stage.

Elles sont suivies de six annexes relatives au calendrier des opérations d'affectation (annexe A), aux critères de classement des demandes (annexe B), à l'ordre d'examen des vœux pour la procédure d'extension (annexe C), aux

reports de stage (annexe D), à l'état académique des stagiaires non titularisés (annexe E) et aux pièces justificatives (annexe F).

I. Principes généraux

Dans le cadre de la réforme du recrutement et de la formation initiale et continue, engagée par [la loi d'orientation et de programmation du 8 juillet 2013](#), les enseignants, personnels d'éducation et d'orientation lauréats des concours bénéficient en qualité de stagiaire de nouvelles modalités d'accueil et d'affectation laissant toute sa place à une formation initiale dispensée au sein de l'Espe de l'académie, selon des modalités définies par [la circulaire 2014-080 du 17 juin 2014](#).

Le ministre procède à la désignation des lauréats de concours dans les académies en fonction des capacités d'accueil définies pour l'année scolaire 2015-2016. Les recteurs prononcent ensuite leur affectation au sein des établissements scolaires du second degré de leur académie, afin qu'ils accomplissent leur année de stage en qualité de fonctionnaires stagiaires et suivent la formation qui leur sera dispensée.

À titre dérogatoire, et s'ils remplissent les conditions décrites ci-après dans le corps de la note, les lauréats peuvent choisir l'une des options suivantes :

- report de stage ;
- affectation dans l'enseignement supérieur sur poste de Prag ou PRCE ;
- maintien dans l'enseignement privé ;
- affectation en classe préparatoire aux grandes écoles ou en classe de technicien supérieur ;
- recrutement en qualité de doctorant contractuel ou d'Ater ;
- détachement en qualité de stagiaire.

Les affectations prononcées après la réussite à un concours de recrutement national pour accomplir le stage en qualité de fonctionnaire stagiaire, puis la première affectation en tant que titulaire, ne constituent pas des mutations au sens des dispositions de l'article 60 de la [loi n° 84-16 du 11 janvier 1984](#). Néanmoins, elles tiennent compte, dans toute la mesure du possible et dès lors que les lauréats sont invités à formuler des vœux, des demandes exprimées et de leur situation de famille.

I.1 Personnels concernés

Participent obligatoirement aux opérations d'affectation des lauréats de concours et examens professionnalisés du second degré, les candidats de l'enseignement public de la session 2015 rénovée reçus aux épreuves d'admissibilité et qui participeront aux épreuves d'admission en 2015, ainsi que les candidats lauréats d'une session antérieure placés en report de stage. Les modalités seront différentes en fonction des situations.

I.1.1 Typologie des situations

I.1.1.a Lauréats des concours réservés 2015

Lors de leur connexion sur Sial, ils feront connaître leur choix parmi les possibilités suivantes :

- être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire dans l'académie dans laquelle ils étaient précédemment nommés en qualité de contractuel ;
- solliciter un report de stage au titre des dispositions du [décret n° 94-874 du 7 octobre 1994](#) (cf. § IV.6.1).

I.1.1.b Lauréats des concours relevant de la session 2015 rénovée et inscrits en M1 en 2014-2015

Lors de leur connexion sur Sial, ils feront connaître leur choix parmi les possibilités suivantes :

- être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire dans l'académie où se situe l'université dans laquelle ils sont actuellement inscrits en M1 sous réserve de la production de la pièce justificative idoine. Cette pièce devra obligatoirement être déposée par le lauréat en format dématérialisé sur l'application Sial durant la période de saisie des vœux, **soit du 4 mai au 15 juin 2015 à midi heure de Paris**.

Dans le cas contraire, la qualité de stagiaire en M1 ne sera pas validée et donc ces lauréats seront affectés en fonction de leur barème et des possibilités d'accueil conformément au § I.1.1.c.

Seule la pièce justificative dématérialisée et au format PDF (500 Ko maximum) est prise en compte sur l'application Sial.

Aucun envoi papier ne sera accepté,

- solliciter un report de stage (cf. § IV.6.1 et IV.6.2.b).

Les lauréats inscrits en M1 dans une université francilienne feront connaître leur choix en classant les trois académies d'Ile-de-France (Paris, Créteil et Versailles). Ils bénéficieront d'un barème spécifique (cf. annexe B).

I.1.1.c Lauréats des concours externes relevant de la session 2015 rénovée et titulaires d'un M2, lauréats des concours non soumis aux conditions de diplôme⁽¹⁾, lauréats des concours relevant de la session 2015 rénovée et déjà titulaires d'un M1 obtenu antérieurement, lauréats des concours internes relevant de la session 2015 rénovée et ne justifiant pas d'une expérience professionnelle conforme au § I.1.1.d et lauréats des sessions antérieures en report de stage

Lors de leur connexion sur Sial, ils feront connaître leur choix parmi les possibilités suivantes :

- être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire: ils émettront alors 6 vœux et seront classés en fonction des éléments figurant en annexe B. Ces éléments vont prendre en compte la situation familiale et personnelle du lauréat,
- solliciter un report de stage (cf. § IV.6.).

I.1.1.d Ex-contractuels, lauréats des concours externes relevant de la session 2015 rénovée et titulaires d'un M2, lauréats des concours non soumis aux conditions de diplôme et lauréats des concours internes relevant de la session 2015 rénovée

Sont considérés comme ex-contractuels les lauréats qui possèdent une **expérience professionnelle d'enseignement, résultant de l'exercice, dans leur discipline de recrutement**, des fonctions dévolues aux membres du corps d'accueil pendant une durée au moins égale à **un an et demi d'équivalent temps plein au cours des trois années** précédant leur nomination en qualité de stagiaire.

Lors de leur connexion sur Sial, ils feront connaître leur choix parmi les possibilités suivantes :

- être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire dans l'académie dans laquelle ils ont exercé en qualité de contractuel. Il est à noter que les services effectués en qualité d'agent non titulaire de l'enseignement du second degré public sont directement récupérés à partir des bases de gestion académiques : aucune pièce justificative n'est à joindre. En revanche, les lauréats qui voudront faire valoir dans ce cadre des services effectués dans l'enseignement privé sous contrat ou dans des établissements français à l'étranger par exemple devront fournir une pièce justificative **au plus tard le 19 juin 2015** délai de rigueur au-delà duquel aucun élément ne sera examiné.

De même, les lauréats ayant accompli des services mixtes, à la fois dans l'enseignement du second degré public et dans le privé sous contrat ou dans des établissements français à l'étranger par exemple **devront fournir un état des services au plus tard le 19 juin 2015.**

Pour ceux ayant uniquement des services d'enseignement dans des établissements français à l'étranger, c'est l'académie d'inscription au concours qui sera prise en compte en vue de l'affectation,

- solliciter un report de stage au titre des dispositions du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 (cf. § IV.6.1).

Les critères retenus pour justifier d'une expérience professionnelle sont les suivants :

- justifier de services en tant qu'ex-contractuel ou vacataire 200 h dans l'enseignement public ou privé sous contrat du second degré (les services en établissement agricoles ou à la Défense sont aussi pris en compte) ainsi que dans des établissements français à l'étranger (uniquement pour des niveaux correspondant au secondaire),
- sont en conséquence exclus les services en Greta, en CFA, au Cned, dans le supérieur ainsi que ceux d'AED pour les concours de CPE.

Ces services devant être accomplis dans la discipline de recrutement du corps d'accueil, ceci exclut l'enseignement en discipline connexe à l'exception des lettres modernes et classiques.

Les lauréats précédemment contractuels ne remplissant pas les conditions d'exercice précitées participent au mouvement des stagiaires tel que défini au § I.1.1.c et bénéficient le cas échéant des dispositions prévues dans l'annexe B au §.I.1.4.

I.1.2 Cas particuliers

I.1.2.a Cas des lauréats déjà titulaires d'un autre corps de l'enseignement public de l'éducation nationale (premier et second degrés)

Ils ne participent pas aux opérations d'affectation et sont maintenus et nommés stagiaires dans l'académie où ils exerçaient précédemment ou, en cas de participation au mouvement national à gestion déconcentrée, dans l'académie obtenue. Le cas échéant, les recteurs veilleront à les affecter sur un poste correspondant à leur nouveau corps et à leur nouvelle discipline.

Ceux d'entre eux qui avaient obtenu un **congé de formation professionnelle ou une disponibilité** au titre de leur ancien corps, doivent y mettre un terme afin d'accomplir leur stage.

Ceux qui se trouvent en **position de congé parental** peuvent demander, s'ils souhaitent rester dans cette position, que leur nomination soit reportée à la date d'expiration du congé. Ils doivent alors en faire la demande à leur recteur. Seuls les lauréats de l'agrégation déjà titulaires d'un autre corps de l'enseignement public du **second degré de l'éducation nationale** en détachement au cours de l'année 2014-2015 et maintenus dans cette position

administrative à la rentrée 2015, pourront être **détachés en qualité de stagiaire**. Au sein de l'organisme de détachement, ils devront exercer des fonctions de même nature que celles des membres du corps dans lequel ils ont vocation à être titularisés. Ils effectueront alors un stage dans les conditions du **décret n° 2000-129 du 16 février 2000**(2).

I.1.2.b Lauréats de l'agrégation ayant la qualité de professeur certifié titulaire du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

Ils seront affectés, **s'ils en font la demande**, dans l'académie correspondant à leur affectation en établissement agricole. Sur avis favorable du recteur, ils pourront effectuer leur stage dans cet établissement. Ils saisissent sur SIAL, en vœu unique, l'académie correspondante et envoient **au plus tard le 19 juin 2015**, au bureau des affectations et des mutations des personnels du second degré (DGRH B2-2) les pièces justifiant de leur affectation en qualité de titulaire du ministère **de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt**.

I.1.2.c Les lauréats du concours de conseillers d'orientation-psychologues (Cop) :

Ils sont affectés en centre de formation pour deux ans (cf. § II.8).

I.1.2.d Cas des stagiaires 2014-2015 non titularisés

Les stagiaires qui, au terme de leur première année de stage, soit n'ont pas été évalués, soit n'ont pas reçu d'avis favorable à leur titularisation mais sont autorisés par leur recteur à accomplir une deuxième et dernière année de stage, doivent **obligatoirement effectuer leur stage dans le second degré**.

Ils verront leur affectation obtenue dans le cadre du mouvement national à gestion déconcentrée annulée (à l'exception des agents titulaires d'un corps de personnels enseignants du second degré public) et seront **maintenus dans leur académie de stage en 2015-2016**.

Il est demandé aux recteurs et vice-recteurs de transmettre à la DGRH (bureau des affectations et des mutations des personnels du second degré - DGRH/B2-2), au plus tôt et dans toute la mesure du possible **avant le 3 juillet 2015**, l'état des stagiaires maintenus dans leur académie (cf. annexe E). Cette disposition qui permet de réduire les délais ne se substitue toutefois pas à la liaison Latit qui doit être maintenue.

I.2 Information

Afin de faciliter la démarche des futurs fonctionnaires stagiaires dans cette phase clé de leur parcours professionnel, il convient de les informer et de les conseiller à chaque étape du processus. C'est ainsi que pour les accompagner dans la phase d'affectation dans une académie, la DGRH mettra en place **du 4 mai au 12 juin 2015** un dispositif d'aide et de conseil personnalisé joignable par téléphone au 01 55 55 54 54, tous les jours ouvrables, de 9 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 30. Cette cellule sera ouverte **du 15 au 31 juillet 2015** selon les mêmes modalités.

Par ailleurs, sur le site Sial sur lequel ils devront formuler leurs vœux, les candidats pourront trouver des réponses à leurs interrogations grâce à :

- la présente note de service ;
- un guide les accompagnant tout au long de leur saisie ;
- une boîte de dialogue leur permettant de poser par écrit des questions à la DGRH ;
- des liens vers :
- les sites Internet des rectorats,
- les principaux textes relatifs à la fonction publique et aux stagiaires de la fonction publique,
- les autres sites du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

II. Modalités d'affectation dans une académie

II.1 Connexion sur le site Sial

Cette démarche est obligatoire. En cas d'absence de saisie à temps des vœux d'affectation ou du souhait d'obtenir un report, le lauréat sera affecté en fonction des seules nécessités de service.

La saisie des vœux d'affectation s'effectue, **y compris pour les lauréats d'une session antérieure placés en report de stage, du 4 mai au 15 juin 2015 à midi heure de Paris**, sur le site Sial accessible à l'adresse :

<http://www.education.gouv.fr/cid55752/sial-systeme-d-information-et-d-aide-aux-laureats.html>

Après s'être identifiés sur Sial, les candidats doivent **vérifier et si nécessaire corriger ou compléter** les données relatives à leur situation personnelle et familiale. Cette opération essentielle leur permettra de bénéficier le cas échéant des bonifications correspondant à leur situation.

En revanche, ils n'ont pas la possibilité de modifier eux-mêmes sur Sial la situation professionnelle qu'ils avaient déclarée à l'occasion de l'inscription au concours. Toutefois, s'ils constatent que cette situation professionnelle telle qu'elle apparaît dans Sial est erronée, ils pourront en demander la correction en adressant une demande à la DGRH/B2-2 **au plus tard le 19 juin 2015**, accompagnée des pièces justificatives.

L'attention de tous les lauréats, quel que soit leur type de concours, est attirée sur les enjeux essentiels qui s'attachent à ces éléments, qui serviront également lors de la phase intra-académique.

Ensuite, les candidats qui y sont invités peuvent exprimer leurs vœux, **au nombre de six maximum**, en classant les académies souhaitées par ordre de préférence décroissante.

En cas d'absence de saisie de vœux par le lauréat, c'est l'académie d'inscription au concours qui sera considérée comme premier et unique vœu du lauréat.

À la fin de la saisie, une **fiche synthèse** récapitule les éléments essentiels de la demande. Les lauréats doivent impérativement l'imprimer car elle devra être jointe aux éventuelles pièces justificatives à fournir et fera foi en cas de réclamation.

II.2 Admissibilité à plusieurs concours du second degré

Les candidats admissibles à plusieurs concours du second degré sont invités à classer, par ordre de préférence ces différents concours auxquels ils sont admissibles. Leur attention est attirée sur la nécessité de procéder à ce classement, au regard des différentes modalités de stage. Une fois toutes les admissions prononcées, c'est le choix exprimé en 1^{re} position qui sera pris en compte, les autres admissions étant définitivement perdues.

En cas d'absence de saisie de vœux par le lauréat, c'est l'académie d'inscription au concours qui sera considérée comme premier et unique vœu du lauréat.

Les candidats gardent la possibilité de modifier ce classement jusqu'à la date de fermeture de la rubrique « S'inscrire » de Sial le **15 juin 2015 à midi heure de Paris**. Passée cette date, aucune modification ne pourra être acceptée.

II.3 Pièces justificatives

Les pièces justificatives sont transmises selon les modalités et les délais de rigueur indiqués à l'annexe F. À défaut de transmission de ces pièces, les lauréats seront affectés en fonction des nécessités de service.

Attention : Les fraudes et tentatives de fraudes peuvent entraîner l'annulation de l'affectation, des sanctions disciplinaires allant jusqu'à la perte du bénéfice du concours et des sanctions pénales (articles 313-1, 313-3, 433-19 et 441-7 du [code pénal](#)) pouvant aller jusqu'au paiement d'amende et à des peines d'emprisonnement.

II.4 Résultats des opérations d'affectation

II.4.1 Publication des résultats

Selon leur discipline, les lauréats pourront prendre connaissance de leur académie d'affectation sur le site Sial, rubrique « Affectations » **à partir du 2 juillet 2015**. En regard de leur académie d'affectation, ils trouveront un lien vers une page spécifique du site de cette académie, sur laquelle ils pourront prendre connaissance des informations utiles quant aux démarches à accomplir en vue de leur affectation en établissement (cf. § III.1).

II.4.2 Interdiction d'affichage des résultats d'affectation

Les lauréats qui ne souhaitent pas la publication de leur affectation sur Internet pourront demander l'interdiction d'affichage des données les concernant. Dans cette éventualité, seuls les services administratifs qui ont besoin de connaître rapidement les résultats des affectations, pourront accéder à ces informations. Cette demande devra être envoyée à la DGRH **au plus tard le 19 juin 2015**.

Les intéressés recevront à leur adresse la décision d'affectation les concernant.

II.4.3 traitement des demandes de révisions d'affectation

L'attention des lauréats est appelée sur le fait que ces demandes ne sont accordées qu'à titre exceptionnel.

Il ne sera pas donné suite aux demandes de révisions d'affectation ayant pour but de solliciter un report de stage postérieur à la publication des résultats. Il en est de même des demandes de révision liées à l'absence de transmission des pièces justificatives.

C'est pourquoi, il est demandé aux lauréats de porter une attention toute particulière à l'annexe F de la présente note de service portant sur les pièces justificatives et leur mode de transmission. En effet, certaines pièces devront être déposées impérativement au sein de l'application Sial dédiée à la saisie des vœux et d'autres devront être transmises soit à la DGRH soit au rectorat d'affectation de stage.

Ainsi, suite à la publication des résultats, les lauréats pourront solliciter une demande de révision d'affectation. Afin

de faciliter le traitement de ces demandes, elles devront être envoyées via l'adresse fonctionnelle suivante.

dgrhb2-2laureats@education.gouv.fr

Seules les demandes reçues sur cette boîte fonctionnelle seront traitées. **Il est impératif que les lauréats mentionnent dans l'objet du mail les éléments suivants : le nom, le prénom, le concours et la discipline. En outre, la fiche de synthèse issue de SIAL dédiée à la saisie des vœux devra obligatoirement être jointe. À défaut, la demande ne sera pas examinée.**

II.5 Changement de discipline

II.5.1 Professeurs changeant de discipline au sein de leur corps après réussite au concours

Un professeur peut, pour changer de discipline ou d'option, se présenter à un concours alors qu'il est déjà titulaire dans le corps auquel ce concours donne normalement accès. En cas d'admission, il ne pourra pas être nommé en qualité de professeur stagiaire ni a fortiori être à nouveau titularisé mais fera l'objet d'un arrêté pris par le bureau de gestion des carrières des personnels du second degré (DGRH/B2-3) portant uniquement changement de discipline au sein du corps considéré. Cette mesure prend effet au 1er septembre de l'année qui suit la proclamation des résultats d'admission au concours, son succès au concours le qualifiant pour enseigner dans sa nouvelle discipline. Sauf mutation dans le cadre du mouvement intra-académique des professeurs titulaires, le professeur changeant de discipline après réussite à un concours est affecté par le recteur, au titre de sa nouvelle discipline ou option, sur un poste correspondant à cette nouvelle discipline ou option. Ces lauréats doivent envoyer à la DGRH (bureau des affectations et des mutations des personnels du second degré - DGRH/B2-2) un courrier dans lequel ils signalent leur situation **au plus tard le 19 juin 2015**.

NB : Les professeurs ayant changé de discipline après réussite à un concours dans les conditions évoquées supra peuvent toujours se prévaloir de leur admission au concours et de leur qualification disciplinaire initiale, notamment s'ils souhaitent enseigner à nouveau dans cette première discipline. Dans ce cas, ils devront solliciter un changement de discipline auprès du bureau de gestion concerné (DGRH/B2-3).

II.5.2 Cas particulier des professeurs agrégés admis au Capes ou au Capet dans une section qui n'est pas créée pour l'agrégation

Les professeurs agrégés, admis au concours du Capes ou du Capet dans une section qui n'est pas créée pour l'agrégation, conservent, et uniquement dans ce cas, leur qualité de professeur agrégé titulaire dans leur discipline. Ils feront l'objet d'un arrêté ministériel les autorisant à exercer dans la nouvelle discipline.

II.6 Affectation des conseillers d'orientation-psychologues stagiaires

Les dispositions de la présente note de service sont applicables aux lauréats des concours de recrutement de conseiller d'orientation-psychologue (Cop) à l'exception des dispositions spécifiques ci-après.

En application des dispositions du décret n° 91-290 du 20 mars 1991 modifié relatif au statut des directeurs de centre d'information et d'orientation et conseillers d'orientation-psychologues, les candidats admis aux concours externe, interne ou réservé de Cop sont nommés conseillers d'orientation-psychologues stagiaires et suivent une formation de deux années sanctionnée par le diplôme d'Etat de conseiller d'orientation-psychologue (Decop).

II.6.1 Modalités d'affectation en centre de formation

Sur Sial, les lauréats complètent les rubriques et expriment les vœux correspondant à chacune des académies dans lesquelles sont implantés les quatre centres de formation.

II.6.2 Report de stage

Les lauréats des concours de recrutement de conseiller d'orientation-psychologue (Cop) peuvent solliciter le report de leur nomination pour les **seuls** motifs prévus par le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 modifié fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et ses établissements publics : service national volontaire, congé de maternité ou congé parental.

II.6.3 Classement

Les Cop ne font pas l'objet d'un reclassement à la date d'entrée en formation mais peuvent opter pendant leur scolarité, sous certaines conditions, pour le traitement indiciaire correspondant à leur situation antérieure s'ils possédaient la qualité d'agent titulaire ou non titulaire.

III. Phase intra-académique

Dès connaissance des affectations ministérielles des fonctionnaires stagiaires, les recteurs procèdent aux opérations

d'affectation dans leur académie.

III.1 Accueil académique des futurs stagiaires

Les résultats d'affectation des futurs fonctionnaires stagiaires sont transmis aux académies par les liaisons « Afeupp » et « FONCSTG », **entre le 2 et le 9 juillet 2015**, selon les disciplines. Ces liaisons comportent l'ensemble des éléments qui permettront aux recteurs de procéder à la prise en compte administrative et éventuellement au classement des futurs fonctionnaires stagiaires affectés dans leur académie.

Il est demandé aux recteurs de créer sur leur site Internet académique **une page spécifique dédiée à l'accueil des stagiaires**. Elle doit notamment leur permettre d'indiquer les démarches administratives à accomplir dans le cadre de la phase intra-académique d'affectation ainsi que l'adresse à laquelle les stagiaires devront envoyer les pièces justificatives demandées.

L'adresse URL de cette page d'accueil devra être communiquée à la DGRH (bureau B2-2) **au plus tard le 1er juin 2015**.

Enfin, les recteurs et vice-recteurs envisageront utilement, pendant toute cette phase intra-académique, l'activation dans leur rectorat d'un **dispositif d'accueil et d'information** à l'intention des futurs fonctionnaires stagiaires affectés dans leur académie.

III.2 Lauréats qualifiés

Les lauréats qui, antérieurement au concours, ont acquis dans un autre État membre de la Communauté européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, un titre ou un diplôme les qualifiant pour enseigner ou assurer des fonctions d'éducation dans l'enseignement du second degré dans un autre État membre de la Communauté européenne, ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen accomplissent un stage selon les dispositions du décret n° 2000-129 du 16 février 2000. Ces lauréats devront se faire connaître auprès de leur rectorat afin de bénéficier des modalités de stage prévues par ce décret. Ils devront justifier de la possession des diplômes qualifiants requis.

III.3 Congés sans traitement

Les fonctionnaires stagiaires affectés dans une académie peuvent solliciter auprès du recteur de cette académie un congé sans traitement au titre :

- du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics ;
- du décret n° 91-259 du 7 mars 1991 modifié, pour exercer des fonctions dans une académie en qualité de doctorant contractuel ou d'Ater.

III.4 Abandon de poste, radiation

Conformément aux dispositions du décret n° 85-899 du 21 août 1985 (article 3, 4 c) relatif à la déconcentration de certaines opérations de gestion du personnel relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, modifié par le **décret n° 2008-1313 du 12 décembre 2008**, il appartient aux recteurs de radier des cadres tout stagiaire en situation de démission ou d'abandon de poste, intervenant postérieurement au 1er septembre 2015.

IV. Les autres possibilités d'accomplissement du stage

Selon le concours qu'ils présentent et leur situation antérieure, plusieurs possibilités autres qu'une affectation en académie dans le second degré, sont ouvertes aux candidats, et selon qu'ils sont par ailleurs titulaires des titres et diplômes requis :

- le maintien dans l'enseignement privé ;
- un recrutement en qualité de doctorant contractuel ou d'attaché temporaire d'enseignement et de recherche (Ater) ;
- une affectation dans l'enseignement supérieur sur poste de Prag ou PRCE ;
- un détachement (réservé aux seuls titulaires d'un autre corps du second degré) ;
- une affectation en classe préparatoire aux grandes écoles ou en classe de technicien supérieur ;
- un report de stage.

IV.1 Maintien dans l'enseignement privé

Seuls les maîtres contractuels ou agréés de l'enseignement privé relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, lauréats du seul concours externe de l'agrégation, peuvent demander leur maintien dans l'enseignement privé conformément aux dispositions de l'article R. 914-23 du Chapitre IV du titre premier du livre IX du [code de l'éducation](#) créé par le décret n° 2008-1429 du 19 décembre 2008.

Ils doivent obligatoirement détenir au moment de leur inscription au concours un contrat définitif ou provisoire ou un agrément définitif ou provisoire, dans les conditions prévues par le décret précité. Ils devront également exercer à la rentrée scolaire dans un établissement d'enseignement privé sous contrat d'association avec l'État dans lequel ils pourront subir les épreuves sanctionnant l'année probatoire dans les classes de niveau correspondant au concours de l'agrégation.

Ils saisissent cette option sur Sial et font figurer en vœu unique l'académie du lieu d'affectation prévue à la rentrée scolaire.

Parallèlement à la saisie sur Sial, ils envoient à la DGRH (bureau des affectations et des mutations des personnels du second degré - DGRH/B2-2) la lettre par laquelle ils optent pour l'enseignement privé, une copie de leur contrat ou de leur agrément établi par la division chargée de l'enseignement privé du rectorat de l'académie dont ils relèvent, ainsi que l'attestation d'emploi dans la discipline ou option du concours établie par leur chef d'établissement au titre de l'année scolaire en cours. Cet envoi doit impérativement être effectué **au plus tard le 19 juin 2015**. En l'absence des pièces justificatives ou en cas d'envoi hors délai, l'affectation sera prononcée dans l'enseignement public.

Cette option n'est pas offerte aux :

- lauréats du concours externe de l'agrégation inscrits également au concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs agrégés. Ils ne peuvent pas demander leur maintien dans l'enseignement privé. Ils accompliront le stage dans l'enseignement public ;
- lauréats du concours interne ;
- lauréats du concours externe de l'agrégation exerçant en délégation rectorale dans un établissement d'enseignement privé, c'est-à-dire sans contrat, au moment de leur inscription au concours. Ces derniers accompliront le stage en situation dans l'enseignement public.

IV.2 Lauréats recrutés ou susceptibles de l'être en qualité d'attache temporaire d'enseignement et de recherche ou de doctorant contractuel

Pour être nommé stagiaire en cette qualité, les lauréats doivent justifier de l'une des situations suivantes :

- être recrutés en qualité d'attaché temporaire d'enseignement et de recherche conformément aux dispositions du [décret n° 88-654 du 7 mai 1988 modifié](#) relatif au recrutement d'attachés temporaires d'enseignement et de recherche dans les établissements publics d'enseignement supérieur ;
- être recrutés en qualité de doctorant contractuel en application du [décret n° 2009-464 du 23 avril 2009](#) relatif aux doctorants contractuels des établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche et de sa circulaire d'application Dgesipa-2009-0268 du 24 juin 2009 ;
- être titulaires d'un M2 ou titre ou diplôme reconnu équivalent.

Ils saisissent cette option sur Sial et formulent ensuite jusqu'à cinq vœux au cas où ils n'obtiendraient pas leur contrat d'engagement. Leur attention est attirée sur le fait qu'en cas de non obtention du contrat de doctorant ou d'Ater, les lauréats qui en font la demande avant la rentrée scolaire pourront être nommés en académie compte tenu des besoins.

Parallèlement à la saisie sur Sial, tous les lauréats (sessions antérieures ou session de l'année en cours) envoient à la DGRH (bureau des affectations et des mutations des personnels du second degré - DGRH/B2-2) une copie de leur contrat d'engagement **au plus tard le 1er novembre 2015**. Les lauréats qui ne justifieront pas leur situation s'exposent à perdre le bénéfice du concours.

La nomination en qualité de professeur stagiaire, qui est conditionnée à l'exercice de missions d'enseignement, interviendra à la date du contrat d'Ater ou de doctorant contractuel.

En application des dispositions du [décret n° 91-259 du 7 mars 1991 modifié](#) relatif au congé dont peuvent bénéficier, pour exercer les fonctions d'attaché temporaire d'enseignement et de recherche ou de doctorant contractuel, les professeurs stagiaires relevant de certains corps de personnels enseignants, les intéressés sont placés, sur leur demande, par le recteur de l'académie d'affectation en congé sans traitement.

S'ils ont reçu une affectation en académie et qu'ils y ont été effectivement installés, l'obtention de leur congé sans traitement est subordonnée à l'accord du recteur de cette académie.

En cas d'interruption du contrat, les intéressés seront donc tenus de terminer leur année réglementaire de stage pour pouvoir faire l'objet d'une titularisation.

NB 1 : Les lauréats qui obtiendront un contrat d'Ater à mi-temps en 2015-2016 et dont le contrat ne sera pas renouvelé en 2016-2017, devront accomplir **une année complète de stage en 2016-2017 dans le second degré**. La date **d'effet de leur titularisation correspondra néanmoins à celle marquant la fin de la durée réglementaire de leur stage**.

NB 2 : Les lauréats déjà professeurs titulaires du second degré qui obtiennent un contrat de doctorant contractuel ou d'Ater seront également nommés dans leur nouveau corps et placés en congé sans traitement conformément aux dispositions du décret n° 91-259 du 7 mars 1991 modifié cité ci-dessus.

IV.3 Affectation dans l'enseignement supérieur sur un emploi de professeur du second degré (Prag - PRCE)

Peuvent prétendre à une affectation dans l'enseignement supérieur sur un emploi de professeur du second degré dans les conditions prévues par la [note de service n° 2014-079 du 18 juin 2014](#) relative à l'affectation dans l'enseignement supérieur, publiée au Bulletin officiel n° 25 du 19 juin 2014 :

- les titulaires d'un corps de l'enseignement du second degré, déjà affectés dans un établissement d'enseignement supérieur ou recrutés au **1er septembre 2015** ;

- les élèves de l'École normale supérieure (ENS) qui n'ont pas déjà été nommés par la procédure classique.

Les élèves de l'ENS saisissent des vœux d'affectation sur Sial dans les conditions définies au § I.1.1 pour le cas où ils n'obtiendraient pas d'affectation dans l'enseignement supérieur et envoient parallèlement, à la DGRH (bureau des affectations et des mutations des personnels du second degré - DGRH/B2-2) **au plus tard le 19 juin 2015**, une lettre indiquant qu'ils ont sollicité un poste dans l'enseignement supérieur. Après confirmation de leur recrutement, ils seront nommés professeurs stagiaires et effectueront leur stage dans l'enseignement supérieur.

S'ils ne sont pas retenus dans l'enseignement supérieur, les élèves de l'ENS seront affectés sur l'un des vœux exprimés en fonction de leur barème et des nécessités de service.

Il est précisé que :

- la nomination en qualité de professeur stagiaire interviendra à la date de l'installation effective du lauréat dans son établissement. Celui-ci ne peut prétendre à sa prise en charge financière à compter du 1er septembre que si l'emploi qu'il doit occuper est effectivement vacant à cette même date ;

- la titularisation à l'issue de l'année réglementaire de stage n'a pas pour effet de transformer ipso facto l'emploi occupé pendant le stage en un emploi de titulaire dans le nouveau corps considéré.

Les lauréats admis lors de la même session à un concours de recrutement de maîtres de conférences devront nécessairement opter pour l'un ou l'autre des concours.

IV.4 Détachement (réservé aux seuls titulaires d'un autre corps du second degré)

Seuls les lauréats de l'agrégation déjà titulaires d'un corps de personnels enseignants et d'éducation du second degré de l'éducation nationale, **en détachement au cours de l'année 2014-2015, maintenus dans cette position administrative au 1er septembre 2015** et exerçant des fonctions d'enseignement ou d'éducation dans un établissement d'enseignement ou de formation ne relevant pas du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, pourront effectuer leur stage dans cet établissement à la condition d'exercer des fonctions de même nature que celles des membres du corps dans lequel ils ont vocation à être titularisés.

Ils effectuent alors un stage dans les conditions du décret n° 2000-129 du 16 février 2000.

La demande de détachement ne sera examinée que sous réserve de l'accord du ministère d'accueil (ou de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger AEFÉ), qui assurera la rémunération pendant le stage et devra faciliter le déroulement des procédures de validation. L'attention des lauréats est donc attirée sur la nécessité de prendre, dès les résultats d'admissibilité, l'attache des services de leur ministère d'accueil (ou de l'AEFE) pour obtenir, dans les délais requis et en tout état de cause avant le 1er septembre, l'accord nécessaire.

Les lauréats, déjà titulaires d'un corps de personnels enseignants et d'éducation du second degré de l'éducation nationale, en détachement, mais dont l'organisme d'accueil refuserait leur maintien en détachement dans le nouveau

corps, devront demander leur réintégration afin d'accomplir leur stage en académie.

IV.5 Affectation en classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) ou en sections de technicien supérieur (STS)

Cette disposition ne concerne **que les lauréats de l'agrégation** qui auront fait l'objet, sur avis de l'inspection générale de leur discipline de recrutement et après accord ministériel, d'une proposition d'affectation dans un établissement public de l'enseignement du second degré en classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE) ou en section de techniciens supérieurs (STS) pendant la totalité de l'année scolaire 2015-2016.

Cette option n'est pas proposée sur le site Sial. Les candidats à une telle affectation doivent d'une part, formuler des vœux selon la procédure classique décrite au § I.1.1, pour le cas où la proposition de l'inspection générale ne serait pas confirmée et d'autre part, envoyer à la DGRH (bureau des affectations et des mutations des personnels du second degré - DGRH/B2-2) une lettre précisant qu'ils sont bien candidat pour effectuer leur stage en CPGE ou STS dans les conditions proposées par l'inspection générale **au plus tard le 19 juin 2015**.

Après confirmation de leur affectation par l'inspection générale, ils seront nommés en qualité de professeur agrégé stagiaire et assureront un service qui devra être compatible avec l'accomplissement d'un parcours de formation adapté. Ces affectations sont prononcées hors barème.

Il est précisé qu'une affectation en qualité de fonctionnaire stagiaire sur un tel poste ne confère aucun droit à être maintenu sur ledit poste à titre définitif à la rentrée scolaire 2016. En revanche, les stagiaires concernés pourront participer au mouvement sur postes spécifiques organisé l'année suivante.

IV.6 Report de stage (cf. annexe D)

Les candidats, peuvent solliciter le report de leur nomination en qualité de stagiaire, en fonction :

- de leur situation au regard du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics ;
- du corps et du concours au titre duquel ils candidatent. (cf. § I.1.1.).

Ils saisissent cette option sur Sial.

IV.6.1 Report de stage au titre des dispositions du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994

IV.6.1.a Report pour effectuer le service national en tant que volontaire (article 3 du décret)

Les lauréats, volontaires dans les armées, ou volontaires civils, dont la date d'incorporation ne leur permettrait pas d'être nommés et installés en qualité de stagiaire le 1er septembre de l'année en cours et de suivre la totalité de leur formation pendant l'année scolaire, doivent solliciter un report pour ce motif.

Il est recommandé aux volontaires de prendre toutes dispositions auprès des autorités militaires ou civiles pour être incorporés au plus tard le 1er septembre, et de veiller à ce que la date de leur incorporation corresponde à l'année scolaire pour leur permettre d'être nommés et affectés à la rentrée scolaire suivant leur libération.

Il est précisé que les services d'enseignement qui pourraient être accomplis durant la période du service national volontaire ne peuvent en aucun cas être pris en compte comme période de stage en vue de la titularisation.

La durée du report de stage est d'une année scolaire, renouvelable une fois si l'intéressé effectue un service volontaire d'une durée supérieure à un an.

IV.6.1.b Report pour congé de maternité (article 4 du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994)

Peuvent solliciter un report de stage au titre de ce motif les lauréates qui se trouvent en état de grossesse au 1er septembre, sans que ce report puisse excéder un an. Elles saisissent l'option sur Sial à l'exception de celles qui sont déjà titulaires du second degré et qui en feront la demande par courrier à la DGRH (bureau des affectations et des mutations des personnels du second degré - DGRH/B2-2).

Les lauréates en état de grossesse peuvent demander à être nommées stagiaires dès le 1er septembre. Dans ce cas, elles devront impérativement prendre leurs fonctions à l'issue de leur congé de maternité, sauf si elles sollicitent, auprès de leur rectorat d'affectation, un des congés prévus par les dispositions du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 précité.

IV.6.1.c Report pour congé parental (article 21 du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994)

Les lauréats, fonctionnaires titulaires, qui se trouvent en position de congé parental, peuvent demander à rester dans cette position. Ils en font la demande à leur rectorat.

IV.6.1.d Report pour conditions de diplôme

Conformément aux dispositions statutaires de chacun des corps concernés, les lauréats des concours du

Capes/Capet, de Capeps, du CAPLP et de CPE qui ne pourront justifier à la rentrée scolaire 2015 d'une inscription en M2 seront placés, pour une seule année, en report de stage.

Les lauréats des concours exceptionnels 2014 qui étaient placés en report de stage pour un motif autre que l'absence de master 2 et qui ne pourront justifier d'un M2 seront placés pour une seule année en report de stage.

IV.6.2 Autres motifs de report de stage

Un report de stage pour un motif non prévu par le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 pourra éventuellement être octroyé par la DGRH, dans les cas suivants :

- pour effectuer des études doctorales ;
- pour préparer l'agrégation ;
- pour terminer la scolarité à l'École normale supérieure ;
- pour effectuer un séjour à l'étranger.

Cette possibilité n'est pas ouverte :

- aux lauréats fonctionnaires titulaires à la date du 1er septembre 2015 et détachés de leur corps d'origine durant l'année scolaire 2015-2016 ;
- aux lauréats des concours de recrutement de conseiller d'orientation-psychologue (Cop) ;
- aux lauréats des concours réservés ainsi qu'aux lauréats des concours renouvelés ayant la qualité d'ex-contractuel enseignant.

Il ne sera pas accordé de report de stage pour des raisons de santé ou de convenances personnelles.

Tout rejet d'une demande de report de stage entraîne obligatoirement l'affectation de l'intéressé en qualité de fonctionnaire stagiaire à compter du 1er septembre 2015.

Les lauréats qui ne rejoindront pas leur affectation perdront le bénéfice du concours.

IV.6.2.a Pour effectuer des études doctorales

Les lauréats des seuls concours de **l'agrégation externe** peuvent demander le report de leur nomination pour effectuer des études doctorales dans un établissement public français d'enseignement ou dans un organisme public français de recherche. La durée de ce report est d'un an renouvelable deux fois.

IV.6.2.b Pour préparer l'agrégation

Seuls les lauréats des **concours externes du Capes, du Capet, du Capeps et du CAPLP** de la session en cours peuvent solliciter un report pour préparer l'agrégation. La durée de ce report est d'un an non renouvelable. **Ce report est aussi ouvert aux lauréats inscrits en M1 en 2014-2015.**

IV.6.2.c Pour terminer la scolarité à l'École normale supérieure

Les élèves des ENS, lauréats des concours **externes de l'agrégation, du Capes ou du Capet** (pour ces deux concours, le lauréat doit être également titulaire d'un M2 ou d'un titre ou diplôme reconnu équivalent) qui n'ont pas terminé leur cycle d'études, peuvent solliciter un report de stage pour terminer leur scolarité. La durée de ce report est d'un an renouvelable jusqu'à la fin du contrat avec l'ENS. Il peut être suivi d'un report pour études doctorales.

IV.6.2.d Pour effectuer un séjour à l'étranger

Cette possibilité est offerte aux lauréats des concours **externes**, titulaires d'un M2 ou d'un titre ou diplôme reconnu équivalent, qui souhaitent effectuer un séjour à l'étranger dans le cadre d'un programme d'échange universitaire. Ils saisissent l'option sur Sial et formulent obligatoirement des vœux au cas où le report serait refusé. La durée de ce report est d'un an, non renouvelable et non cumulable avec un autre report.

IV.6.2.e Obligation du lauréat en report de stage

Les lauréats en report de stage au titre de l'année scolaire 2015-2016 devront obligatoirement effectuer une nouvelle saisie de vœux sur le site Sial au printemps 2016, dans les conditions et aux dates fixées par la note de service « affectation en qualité de fonctionnaire stagiaire des lauréats des concours du second degré » qui paraîtra en avril 2016.

V. Les modalités d'entrée en stage

V.1 Nomination

Tous les lauréats qui ont obtenu une affectation dans le second degré ou l'enseignement supérieur font l'objet d'une nomination en qualité de fonctionnaire stagiaire dans les conditions prévues par le statut particulier de chaque corps et du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 modifié fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics. Cette nomination intervient au 1er septembre sauf pour les lauréats qui

inscrits au titre de l'année 2014-2015, dans une deuxième année de master autre que Meef n'auront pas obtenu leur diplôme avant le 1er septembre et pourront être nommés stagiaires au 1er novembre, dès lors qu'ils obtiendront leur master lors des sessions de rattrapage.

V.2 Contrôles

V.2.1 Inscription en M2, titres, diplômes et certificats requis, casier judiciaire

Concours externes de la session 2015 rénovée : il appartient aux recteurs et vice-recteurs de vérifier, dans toute la mesure du possible avant leur installation et au plus tard avant la prise de l'arrêté de nomination par la DGRH en septembre 2015, que les lauréats sont soit inscrits en M2 soit titulaires des titres, diplômes et certificats requis pour être nommés fonctionnaire stagiaire, conformément aux dispositions statutaires de chacun des corps concernés.

Dans le cas contraire, il conviendra d'en informer dans les plus brefs délais la DGRH (au plus tard le 11 septembre 2015).

Concours internes et troisièmes concours de la session 2015 rénovée : il appartient aux recteurs et vice-recteurs de vérifier, dans toute la mesure du possible avant leur installation et au plus tard avant la prise de l'arrêté de nomination par la DGRH en septembre 2015, que les lauréats remplissent les conditions réglementaires pour être nommés fonctionnaire stagiaire, conformément aux dispositions statutaires de chacun des corps concernés. **Dans le cas contraire, il conviendra d'en informer dans les plus brefs délais la DGRH (au plus tard le 11 septembre 2015).**

Par ailleurs, la nomination sera subordonnée à la vérification du casier judiciaire (bulletin n° 2) et, le cas échéant si les mentions qui y sont portées sont compatibles avec l'exercice des fonctions d'enseignement, d'éducation et d'orientation.

V.2.2 Bonifications

De même, il revient aux recteurs de vérifier la réalité des situations des lauréats affectés dans leur académie qui auront bénéficié, sur la base de leurs déclarations, de **bonifications** au titre du rapprochement de conjoints, du handicap ou de leur situation professionnelle. Toute fausse déclaration pourra faire l'objet d'une révision d'affectation et de sanctions disciplinaires.

V.2.3 Aptitude physique

Enfin, il incombe aux recteurs et vice-recteurs de vérifier **l'aptitude physique** des nouveaux fonctionnaires stagiaires conformément aux dispositions du **décret n° 86-442 du 14 mars 1986 modifié**. En effet, la nomination définitive en qualité de stagiaire est légalement subordonnée à la constatation de l'aptitude physique, ceci en application du titre II "des conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics" du décret n° 86-442 du 14 mars 1986 modifié. Aussi, tout stagiaire qui ne se rendrait pas aux convocations à caractère médical qui lui seront adressées, se placerait de lui-même en position irrégulière.

Pour les candidats handicapés bénéficiaires de l'obligation d'emploi et qui ont obtenu une priorité d'affectation (annexe B), les recteurs et vice-recteurs feront vérifier **au plus tard le 30 septembre 2015**, par un médecin agréé compétent en matière de handicap, l'aptitude physique et **la compatibilité du handicap avec les futures fonctions**. En cas d'incompatibilité le justificatif est à adresser à la DGRH (bureau des affectations et des mutations des personnels du second degré - DGRH/B2-2).

V.3 Classement

Tous les lauréats des examens professionnalisés et des concours de recrutement de professeurs et de CPE nommés en qualité de stagiaire sont classés à la date de leur nomination selon les dispositions prévues par le **décret n° 51-1423 du 5 décembre 1951 modifié** et le **décret n° 2010-1006 du 26 août 2010** portant diverses dispositions statutaires applicables à certains personnels enseignants et d'éducation relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Il n'est pas procédé à un nouveau classement à l'occasion de la titularisation. Les professeurs certifiés et Peps stagiaires recrutés par la liste d'aptitude sont classés à la date de leur titularisation.

V.4 Affectation

Les stagiaires sont affectés pour la seule durée réglementaire du stage ou de leur scolarité.

À l'exception des lauréats déjà titulaires d'un corps du second degré, l'affectation détenue durant le stage ne préjuge en rien de l'affectation définitive que les stagiaires recevront après leur titularisation, dans le cadre des opérations du

mouvement national à gestion déconcentrée auquel ils devront obligatoirement participer.
Une attention toute particulière doit être accordée à la diffusion de la présente note de service et à l'information des candidats.

Pour la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
et par délégation,
La directrice générale des ressources humaines,
Catherine Gaudy

(1) Sont dispensés des conditions de diplôme (cf. conditions d'admission aux concours) : les pères ou mères d'au moins trois enfants ; les sportifs de haut niveau ; les lauréats des troisièmes concours ; les lauréats du Capet ou CAPLP externe, du Capet ou CAPLP interne ayant ou ayant eu la qualité de cadre dans le secteur privé au sens de la convention collective de travail dont ils relèvent ou relevaient.

(2) Décret n° 2000-129 du 16 février 2000 fixant les conditions dans lesquelles peuvent être titularisés les professeurs de l'enseignement du second degré stagiaires et les conseillers principaux d'éducation stagiaires justifiant d'un titre ou diplôme les qualifiant pour enseigner ou pour assurer des fonctions d'éducation dans un État membre de la Communauté européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen.

Coordonnées

Direction générale des ressources humaines
Bureau des affectations et des mutations des personnels du second degré (DGRH/B2-2)
72, rue Regnault
75243 - Paris Cedex 13

Pour toute correspondance

Mentionner : « gestion des stagiaires » et préciser la discipline.
Joindre : une copie de la fiche de synthèse de saisie des vœux sur Sial.

Renseignements téléphoniques

Du 4 mai au 12 juin 2015 puis du 15 au 31 juillet 2015 au 01 55 55 54 54.

Annexe A

[Calendrier 2015](#)

Annexe B

[Critères de classement pour une affectation dans le second degré](#)

Annexe C

[Ordre d'examen des vœux pour la procédure d'extension dans la phase interacadémique](#)

Annexe D

[Les reports de stage](#)

Annexe E

[État académique des stagiaires non titularisés](#)

Annexe F

[Pièces justificatives à produire](#)

**Annexe A
Calendrier 2015**

Dates	Opérations	Destinataires	Références
Du 4 mai au 12 juin 2015 puis du 15 au 31 juillet 2015	Accueil téléphonique des admissibles au 01 55 55 54 54		§ I.2
Du 4 mai au 15 juin 2015 à midi heure de Paris	<p>Saisie des vœux sur Sial pour chaque concours objet de l'admissibilité. Le cas échéant, autant de saisies que d'admissibilités pour un même candidat.</p> <p>Saisie des vœux pour les lauréats 2015 ou d'une session antérieure, en report de stage.</p> <p>Date limite de dépôt sur Sial :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de l'attestation d'inscription en M1 en 2014-2015 ; - Cette pièce doit être au format PDF et ne pas dépasser la taille de 500 Ko. 		§ II.1 § I.1.1.b Annexe F § I.1
1 ^{er} juin 2015	Date limite d'envoi par les rectorats de l'adresse URL de leur site académique dédié à l'accueil des stagiaires.	DGRH/B2-2	§ III.1
	Date limite d'envoi des pièces justifiant de la qualité : <ul style="list-style-type: none"> - de l'arrêté justifiant la qualité de fonctionnaire ; - d'enseignant du privé ; - de titulaire du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt. 	DGRH/B2-2	Annexe F § I.2.C § I.4 § I.6
	Date limite d'envoi de la candidature en CPGE ou STS.		§ I.5
	Date limite d'envoi du courrier sollicitant un changement de discipline.	DGRH/B2-2	§ II.5.1
	Date limite d'envoi de l'état de services justifiant de la qualité d'ex-contractuel pour les services effectués hors de l'enseignement du second degré public ainsi que pour les services mixtes.	DGRH/B2-2	§ I.1.1.d Annexe F § I.2.A
19 juin 2015	Date limite d'envoi du contrat de travail justifiant de la qualité d'emploi avenir professeur (EAP).	DGRH/B2-2	Annexe B Annexe F § I.2.B
	Date limite d'envoi de la demande d'affectation dans la même académie de deux lauréats mariés ou pacsés.	DGRH/B2-2	Annexe B Annexe F § II.2
	Date limite d'envoi de la lettre par laquelle les candidats concernés optent pour l'enseignement privé , ainsi que leur contrat d'engagement dans l'enseignement privé, ou de leur agrément.	DGRH/B2-2	§ IV.1. Annexe F § I.4
	Date limite d'envoi de la demande d'interdiction de publication des résultats.	DGRH/B2-2	§ II.4.2
	Date limite d'envoi des pièces justificatives, en cas de demande de correction de la situation professionnelle figurant dans Sial.	DGRH/B2-2	§ II.1.

30 juin 2015	Date limite de mariage ou Pacs , pour les lauréats qui sollicitent une affectation au titre du rapprochement de conjoints ou souhaitant être affectés dans une même académie.		Annexe B Annexe F § II.1
3 juillet 2015	Date limite d'envoi par les rectorats des listes des stagiaires 2014 ajournés et non évalués .	DGRH/B2-2	§ I.1.2.d Annexe E
À partir du 2 juillet 2015 (selon les disciplines)	Résultats d'affectation sur Sial rubrique : « Affectations ».	Lauréats	§ II.4.
À partir du 2 juillet 2015	Résultats d'affectation par liaisons Affeepp et FONCSTG	Académies	§ III.1
Dès les résultats des affectations en académie	Envoi des pièces justificatives pour : - Rapprochement de conjoints ; - Mutations conjointes de deux lauréats ; - Affectation en département d'outre-mer ; - Inscription en M2, titres, diplômes et certificats exigés à la nomination.	Rectorat d'affectation	Annexe F
30 septembre 2015	Date limite d'envoi du certificat du médecin agréé spécialiste du handicap , attestant la compatibilité du handicap avec les fonctions exercées pour les travailleurs handicapés bénéficiaires de l'obligation d'emploi.	Rectorat d'affectation	§ V.2.3
1er novembre 2015	Date limite d'envoi du contrat d'engagement pour les candidats à un poste de doctorant contractuel ou d'Ater .	DGRH/B2-2	§ IV.2.

Annexe B**Critères de classement pour une affectation dans le second degré****I. Classement des demandes présentées par les lauréats des concours externes relevant de la session 2015 renouvelée et titulaires d'un M2, lauréats des concours non soumis aux conditions de diplôme, lauréats des concours relevant de la session 2015 renouvelée et déjà titulaires d'un M1 obtenu antérieurement, des lauréats des concours internes relevant de la session 2015 renouvelée et ne justifiant pas d'une expérience professionnelle conforme au § I.1.1.d et lauréats des sessions antérieures en report de stage**

Les demandes sont classées en fonction d'un cumul de points prenant en compte :

- la situation familiale ;
- le handicap éventuel ;
- la situation de fonctionnaire ou de contractuel de l'enseignement du second degré de l'éducation nationale ;
- le rang de classement au concours ;
- la réussite au concours de l'agrégation.

En cas d'égalité de points, les lauréats sont départagés dans l'ordre par : la situation familiale, le rang de classement, l'ordre des vœux exprimés et la date de naissance.

I.1 Détail des bonifications**I.1.1 Affectation au titre du rapprochement de conjoints**

Les demandes de rapprochement de conjoints ne sont recevables que sur la base de situations à caractère familial ou civil établies au **1^{er} juillet 2015**. Les situations prises en compte à ce titre sont les suivantes :

- celles des lauréats mariés au plus tard le 30 juin 2015 ;
- celles des lauréats liés par un pacte civil de solidarité (Pacs) établi au plus tard le 30 juin 2015 ;
- celles des agents ayant la charge d'au moins un enfant de moins de 20 ans au 1^{er} septembre 2015, né et reconnu par les deux parents au plus tard le 30 juin 2015, ou ayant reconnu par anticipation au plus tard le 30 juin 2015, un enfant à naître.

Le conjoint doit obligatoirement exercer une activité professionnelle.

L'activité professionnelle est l'activité exercée, au plus tard à compter du 1^{er} septembre 2015, dans le secteur public, en tant que titulaire ou non titulaire, ou dans le secteur privé dans le cadre d'un contrat à durée déterminée ou indéterminée. Ne sont pas pris en considération les conjoints :

- étudiants lauréats d'un concours de recrutement de personnels enseignants (ou d'éducation) qui participent à la même procédure d'affectation ;
- agents effectuant un stage dans un centre de formation (Cop) ou terminant une scolarité.

Si le conjoint est demandeur d'emploi, l'académie demandée doit correspondre à celle de l'inscription au Pôle emploi.

Le lauréat qui sollicite une affectation en rapprochement de conjoints doit faire figurer en premier vœu l'académie correspondant à la résidence professionnelle du conjoint ou le centre de formation le plus proche de la résidence professionnelle du conjoint. Ce 1^{er} vœu ainsi que ceux correspondant aux académies limitrophes seront bonifiés. Toutefois, aucun vœu mentionné après une académie non limitrophe ne sera bonifié au titre du rapprochement de conjoints.

Les académies de Créteil, Paris et Versailles sont considérées comme une seule et même académie pour l'application des dispositions du présent paragraphe.

Cas particulier de deux lauréats mariés ou pacsés qui souhaitent être affectés dans la même académie

Deux candidats mariés ou pacsés qui souhaitent être affectés dans la même académie ne peuvent pas bénéficier des bonifications de rapprochement de conjoints. Ils n'ont que la possibilité de formuler des vœux identiques et doivent se faire connaître par courrier adressé **au plus tard le 19 juin 2015** délai de rigueur au bureau DGRH/B2-2.

I.1.2 Lauréats ayant la qualité de travailleur handicapé ou bénéficiaires de l'obligation d'emploi

Les lauréats qui se sont vu reconnaître **à l'inscription au concours**, la qualité de travailleur handicapé par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées et les bénéficiaires de l'obligation d'emploi cités aux 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 323-3 du code du travail saisissent leurs vœux selon les modalités décrites au §II.1. Ils bénéficieront d'une priorité d'affectation sur le **premier vœu** exprimé.

I.1.3 Affectation dans les académies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane ou de la Réunion

Les lauréats peuvent être affectés dans ces académies sur leur demande, à la **double condition** suivante :

- ils y résidaient effectivement l'année du concours ;
- ils ont demandé en premier vœu cette académie et peuvent justifier d'attaches réelles (domiciliation) ou d'une situation familiale nécessitant leur maintien sur place.

Après avoir exprimé en premier vœu l'académie souhaitée, les candidats classent les académies métropolitaines par ordre de préférence (maximum 5).

I.1.4 Affectation des lauréats précédemment contractuels du second degré de l'enseignement public de l'éducation nationale

Les lauréats enseignants contractuels du 2nd degré public de l'éducation nationale, CPE contractuels, Cop contractuels, MA garantis d'emploi, Aed et Aesh, bénéficient d'une bonification de 500 points sur leur 1^{er} vœu correspondant à l'académie dans laquelle ils exerçaient. Pour cela, ils doivent justifier de services en cette qualité dont la durée, traduite en équivalent temps plein, est égale à une année scolaire au cours des années 2013-2014 et 2014-2015. Cette possibilité est appréciée à la date de la session de concours.

Cette bonification sera calculée à partir des éléments relatifs aux affectations issues des bases de gestion académiques.

I.1.5 Affectation des lauréats ayant exercé précédemment en qualité d'emploi avenir professeur

Une bonification de 500 points sera accordée aux lauréats ayant exercé en tant qu'emploi d'avenir professeur (EAP) et qui justifient de deux années de service en cette qualité sur le 1^{er} vœu correspondant à l'académie dans laquelle ils exerçaient.

Les intéressés devront impérativement faire parvenir directement à la DGRH/B2-2 **au plus tard le 19 juin 2015 leur contrat de travail.**

I.1.6 Affectation des lauréats titulaires de la fonction publique de l'État, territoriale ou hospitalière

Les lauréats titulaires de la fonction publique de l'État, territoriale ou hospitalière bénéficient d'une bonification de 500 points pour l'académie correspondant à leur dernière affectation en tant que titulaire de la fonction publique. Cette académie doit être demandée en premier vœu.

Les intéressés devront impérativement faire parvenir directement à la DGRH/B2-2 **au plus tard le 19 juin 2015 leur arrêté d'affectation en qualité de fonctionnaire.**

I.1.7 Affectation au titre du rapprochement de la résidence de l'enfant

Les demandes formulées à ce titre tendent à faciliter :

- l'alternance de résidence de l'enfant au domicile de chacun de ses parents (garde alternée) ;
- les droits de visite et d'hébergement du parent dont la résidence de l'enfant n'est pas fixée à son domicile.

Les situations prises en compte doivent être justifiées pour les enfants de moins de 18 ans au 1^{er} juillet 2015 par une décision de justice.

Par ailleurs la situation des personnes isolées (veuves, célibataires...) ayant à charge un ou des enfants de moins de 18 ans au 1^{er} juillet 2015 sera prise en compte dans les mêmes conditions sous réserve que la demande soit motivée par l'amélioration des conditions de vie de l'enfant (facilité de garde, proximité de la famille...).

I.2 Procédure d'extension des vœux

Dans le cas où aucune affectation n'est possible sur les vœux exprimés, le fonctionnaire stagiaire est affecté dans une académie en fonction des capacités d'accueil disponibles et des nécessités de service. Sa demande est traitée selon la procédure dite d'extension des vœux, en examinant successivement les académies selon un ordre défini nationalement (cf. annexe C) en partant du premier vœu formulé par l'intéressé et avec un barème ne comportant que les points correspondant au rang de classement au concours et, le cas échéant, à la réussite à l'agrégation.

I.3 Pièces justificatives

Les candidats ayant sollicité des bonifications au titre des motifs évoqués ci-dessus enverront obligatoirement, dès réception de l'avis d'affectation, les pièces justificatives énumérées à l'annexe F, selon les cas au rectorat d'affectation ou à la DGRH. L'adresse exacte des rectorats est indiquée sur chaque site d'accueil académique.

Attention : Les fraudes et tentatives de fraudes peuvent entraîner l'annulation de l'affectation, des sanctions disciplinaires allant jusqu'à la perte du bénéfice du concours et des sanctions pénales (articles 313-1, 313-3, 433-19 et 441-7 du code pénal) pouvant aller jusqu'au paiement d'amende et à des peines d'emprisonnement.

Pour bénéficier des bonifications ci-après les lauréats doivent impérativement renseigner les rubriques ad hoc dans Sial.

I.4 Valeurs des bonifications

Agents handicapés

Critères	Points	Attribution
Travailleur handicapé et bénéficiaire de l'obligation d'emploi	1 000	Sur le premier vœu.

Situation familiale

Critères	Points	Attribution	Pièces justificatives
Rapprochement de conjoints	150	Sur le premier vœu qui doit correspondre à la résidence professionnelle du conjoint ainsi que sur les académies limitrophes (mentionnées immédiatement après).	Attestation de l'employeur du conjoint avec indication du lieu et de la nature de l'activité. Attestation récente d'inscription au Pôle emploi en cas de chômage. Justificatif du domicile du couple (EDF, quittance de loyer...) Annexe F À transmettre au rectorat d'affectation de stage dès publication des résultats.
Enfant(s) à charge (Dans le cadre du RC uniquement)	75	<ul style="list-style-type: none"> Par enfant à charge de moins de 20 ans au 1er septembre 2015 Sur le premier vœu correspondant à la résidence professionnelle du conjoint ainsi que sur les académies limitrophes (mentionnées immédiatement après). 	Photocopie du livret de famille. Pacs ou extrait d'acte de naissance des deux partenaires portant en marge les mentions du Pacs. Certificat de grossesse délivrée au plus tard au 30/06/2015 avec attestation de reconnaissance anticipée pour les enfants à naître. Annexe F À transmettre au rectorat d'affectation de stage dès publication des résultats.
Rapprochement de la résidence de l'enfant	140 (forfaitaires)	<ul style="list-style-type: none"> Situations de garde conjointe ou alternée, de parent isolé (enfant à charge de moins de 18 ans au 1^{er} juillet 2015) Sur le premier vœu correspondant à l'académie dans laquelle se situe la résidence de l'enfant (ou pour les personnes isolées, l'académie susceptible d'améliorer les conditions de vie de l'enfant) ainsi que sur les académies limitrophes, mentionnées immédiatement après. 	Photocopie du livret de famille. Extrait d'acte de naissance. Pièces justifiant à l'autorité parentale unique. Justificatifs et décisions de justice concernant la résidence de l'enfant, les modalités d'exercice du droit de visite ou d'organisation de l'hébergement. Pour l'autorité parentale unique, joindre toute pièce attestant que la demande d'affectation améliorera les conditions de vie de l'enfant (proximité de la famille, facilité de garde quelle qu'en soit la nature). Annexe F À transmettre au rectorat d'affectation de stage dès publication des résultats.

Rang de classement au concours

Critères	Points	Attribution
1 ^{er} décile	150	Sur tous les vœux.
2 ^e décile	135	Sur tous les vœux.
3 ^e décile	120	Sur tous les vœux.
4 ^e décile	105	Sur tous les vœux.
5 ^e décile	90	Sur tous les vœux.
6 ^e décile	75	Sur tous les vœux.
7 ^e décile	60	Sur tous les vœux.
8 ^e décile	45	Sur tous les vœux.
9 ^e décile	30	Sur tous les vœux.
10 ^e décile	15	Sur tous les vœux.
Liste complémentaire	0	

Lauréats de l'agrégation

Critères	Points	Attribution
Lauréats de l'agrégation	100	Sur tous les vœux.

Situation professionnelle déclarée au moment de l'inscription au concours

Critères	Points	Attribution	Pièces justificatives
Lauréats des concours de la session renouvelée 2015, ex titulaires de la fonction publique de l'État, territoriale ou hospitalière lors de l'inscription au concours	500	Sur le premier vœu qui doit correspondre à la dernière académie d'affectation en tant que titulaire de la fonction publique.	Arrêté d'affectation en qualité de fonctionnaire. Annexe F À transmettre au bureau DGRH/B2-2 pour le 19 juin 2015 au plus tard.
Lauréats des concours de la session 2015 renouvelée justifiant de services accomplis en qualité de contractuels du 2 nd degré de l'EN, CPE contractuels, Cop contractuels, MA garantis d'emploi ou les Aed et Aesh, mais ne remplissant pas les conditions requises pour avoir la qualité d'ex-contractuel telle que définie au § I.1.1.d de la présente note	500	Sur le premier vœu qui doit correspondre à l'académie (ou centre de formation COP) où ils ont exercé un an équivalent temps plein durant les deux dernières années (exercice effectif, hors périodes de congés).	Aucune pièce justificative n'est à transmettre. Annexe F
Lauréats des concours de la session 2015 renouvelée justifiant de services accomplis en qualité d'emploi avenir professeur (EAP)	500	Sur le premier vœu qui doit correspondre à l'académie (ou centre de formation Cop) où ils ont exercé. Ils doivent justifier de deux années de service en tant qu'EAP.	Contrat de travail. Annexe F À transmettre au bureau DGRH/B2-2 pour le 19 juin 2015 au plus tard.

**II. Classement des demandes présentées par les lauréats des concours relevant de la session 2015
renouvelée, inscrits en M1 dans une université francilienne en 2014-2015**

Les candidats vont classer les trois académies d'Île-de-France (Paris, Créteil et Versailles) dans l'ordre de leur choix.

Les demandes sont classées en fonction d'un barème prenant en compte uniquement le rang de classement au concours, selon les modalités suivantes :

Critères	Points	Pièces justificatives
1er décile	150	<p>Attestation d'inscription en M1 en 2014/2015.</p> <p>Annexe F.</p> <p>À déposer sous format dématérialisé sur l'application Sial durant la période de saisie des vœux, soit du 4 mai au 15 juin 2015 à midi heure de Paris.</p> <p>Cette pièce doit être au format PDF et ne pas dépasser la taille de 500 Ko.</p>
2e décile	135	
3e décile	120	
4e décile	105	
5e décile	90	
6e décile	75	
7e décile	60	
8e décile	45	
9e décile	30	
10e décile	15	
Liste complémentaire	0	

Annexe C Ordre d'examen des vœux pour la procédure d'extension dans la phase interacadémique

Ce tableau décrit l'ordre dans lequel sont examinées les académies à partir de l'académie sollicitée en premier vœu. Il se lit colonne par colonne, verticalement.

Exemple : à partir d'un premier vœu pour l'académie d'Aix-Marseille, le traitement examine les possibilités de nomination dans les académies de Nice, Montpellier, Grenoble, Lyon...

AIX-MARSEILLE	AMIENS	BESANÇON	BORDEAUX	CAEN	CLERMONT-FERRAND	CORSE	CRÉTEIL
NICE	LILLE	STRASBOURG	POITIERS	ROUEN	LYON	NICE	VERSAILLES
MONTPELLIER	ROUEN	LYON	TOULOUSE	VERSAILLES	LIMOGES	AIX-MARSEILLE	ORLÉANS-TOURS
GRENOBLE	VERSAILLES	DIJON	LIMOGES	RENNES	DIJON	MONTPELLIER	PARIS
LYON	PARIS	NANCY-METZ	ORLÉANS-TOURS	NANTES	ORLÉANS-TOURS	GRENOBLE	AMIENS
DIJON	CRÉTEIL	REIMS	NANTES	PARIS	CRÉTEIL	LYON	LILLE
PARIS	REIMS	GRENOBLE	MONTPELLIER	CRÉTEIL	PARIS	DIJON	ROUEN
CRÉTEIL	NANCY-METZ	CRÉTEIL	VERSAILLES	ORLÉANS-TOURS	VERSAILLES	PARIS	REIMS
VERSAILLES	STRASBOURG	PARIS	PARIS	AMIENS	MONTPELLIER	CRÉTEIL	DIJON
TOULOUSE	CAEN	VERSAILLES	CRÉTEIL	LILLE	BORDEAUX	VERSAILLES	NANCY-METZ
CLERMONT-FD	ORLÉANS-TOURS	CLERMONT-FD	CLERMONT-FD	POITIERS	GRENOBLE	TOULOUSE	LYON
BORDEAUX	DIJON	AMIENS	AIX-MARSEILLE	REIMS	TOULOUSE	BORDEAUX	STRASBOURG
BESANÇON	LYON	LILLE	NICE	DIJON	BESANÇON	CLERMONT-FD	BESANÇON
NANCY-METZ	NANTES	ROUEN	RENNES	NANCY-METZ	POITIERS	BESANÇON	CAEN
STRASBOURG	POITIERS	ORLÉANS-TOURS	ROUEN	STRASBOURG	AIX-MARSEILLE	NANCY-METZ	NANTES
REIMS	CLERMONT-FD	CAEN	CAEN	BESANÇON	NICE	STRASBOURG	CLERMONT-FD
POITIERS	GRENOBLE	AIX-MARSEILLE	AMIENS	BORDEAUX	ROUEN	REIMS	POITIERS
ORLÉANS-TOURS	RENNES	MONTPELLIER	LILLE	LIMOGES	AMIENS	POITIERS	RENNES
LIMOGES	LIMOGES	NICE	DIJON	CLERMONT-FD	LILLE	ORLÉANS-TOURS	GRENOBLE
AMIENS	BESANÇON	NANTES	LYON	LYON	REIMS	LIMOGES	LIMOGES
LILLE	BORDEAUX	POITIERS	GRENOBLE	GRENOBLE	NANCY-METZ	AMIENS	AIX-MARSEILLE
ROUEN	TOULOUSE	LIMOGES	REIMS	TOULOUSE	STRASBOURG	LILLE	BORDEAUX
NANTES	MONTPELLIER	RENNES	NANCY-METZ	MONTPELLIER	NANTES	ROUEN	MONTPELLIER
CAEN	AIX-MARSEILLE	TOULOUSE	STRASBOURG	AIX-MARSEILLE	CAEN	NANTES	NICE
RENNES	NICE	BORDEAUX	BESANÇON	NICE	RENNES	CAEN	TOULOUSE
						RENNES	

DIJON	GRENOBLE	GUADELOUPE	GUYANE	LILLE	LIMOGES	LYON	MARTINIQUE
BESANÇON	LYON	PARIS	PARIS	AMIENS	POITIERS	GRENOBLE	PARIS
REIMS	AIX-MARSEILLE	VERSAILLES	VERSAILLES	VERSAILLES	ORLÉANS-TOURS	DIJON	VERSAILLES
LYON	CLERMONT-FD	CRÉTEIL	CRÉTEIL	PARIS	BORDEAUX	CLERMONT-FD	CRÉTEIL
CRÉTEIL	DIJON	ROUEN	ROUEN	CRÉTEIL	CLERMONT-FD	BESANÇON	ROUEN
PARIS	BESANÇON	AMIENS	AMIENS	REIMS	TOULOUSE	PARIS	AMIENS
VERSAILLES	PARIS	LILLE	LILLE	ROUEN	VERSAILLES	CRÉTEIL	LILLE
NANCY-METZ	CRÉTEIL	REIMS	REIMS	NANCY-METZ	PARIS	VERSAILLES	REIMS
STRASBOURG	VERSAILLES	ORLÉANS-TOURS	ORLÉANS-TOURS	STRASBOURG	CRÉTEIL	AIX-MARSEILLE	ORLÉANS-TOURS
GRENOBLE	MONTPELLIER	CAEN	CAEN	CAEN	NANTES	MONTPELLIER	CAEN
CLERMONT-FD	NICE	DIJON	DIJON	ORLÉANS-TOURS	LYON	NICE	DIJON
ORLÉANS-TOURS	NANCY-METZ	LYON	LYON	DIJON	REIMS	REIMS	LYON
AIX-MARSEILLE	STRASBOURG	NANTES	NANTES	LYON	ROUEN	NANCY-METZ	NANTES
MONTPELLIER	REIMS	NANCY-METZ	NANCY-METZ	NANTES	CAEN	STRASBOURG	NANCY-METZ
NICE	TOULOUSE	STRASBOURG	STRASBOURG	POITIERS	AMIENS	LIMOGES	STRASBOURG
ROUEN	AMIENS	BESANÇON	BESANÇON	CLERMONT-FD	LILLE	TOULOUSE	BESANÇON
AMIENS	LILLE	POITIERS	POITIERS	GRENOBLE	DIJON	BORDEAUX	POITIERS
LILLE	ROUEN	REIMS	REIMS	REIMS	REIMS	AMIENS	REIMS
LIMOGES	ORLÉANS-TOURS	CLERMONT-FD	CLERMONT-FD	LIMOGES	NANCY-METZ	LILLE	CLERMONT-FD
CAEN	LIMOGES	GRENOBLE	GRENOBLE	BESANCON	STRASBOURG	ROUEN	GRENOBLE
NANTES	BORDEAUX	LIMOGES	LIMOGES	BORDEAUX	BESANÇON	ORLÉANS-TOURS	LIMOGES
POITIERS	POITIERS	AIX-MARSEILLE	AIX-MARSEILLE	TOULOUSE	GRENOBLE	POITIERS	AIX-MARSEILLE
BORDEAUX	NANTES	BORDEAUX	BORDEAUX	MONTPELLIER	MONTPELLIER	NANTES	BORDEAUX
TOULOUSE	CAEN	MONTPELLIER	MONTPELLIER	AIX-MARSEILLE	AIX-MARSEILLE	CAEN	MONTPELLIER
RENNES	RENNES	NICE	NICE	NICE	NICE	RENNES	NICE
		TOULOUSE	TOULOUSE				TOULOUSE

MAYOTTE	MONTPELLIER	NANCY-METZ	NANTES	NICE	ORLÉANS-TOURS	PARIS	POITIERS
PARIS	TOULOUSE	STRASBOURG	RENNES	AIX-MARSEILLE	VERSAILLES	VERSAILLES	ORLÉANS-TOURS
VERSAILLES	AIX-MARSEILLE	REIMS	POITIERS	MONTPELLIER	CRÉTEIL	CRÉTEIL	NANTES
CRÉTEIL	GRENOBLE	BESANÇON	CAEN	GRENOBLE	PARIS	ROUEN	LIMOGES
ROUEN	LYON	CRÉTEIL	ORLÉANS-TOURS	LYON	DIJON	AMIENS	BORDEAUX
AMIENS	NICE	PARIS	BORDEAUX	DIJON	POITIERS	LILLE	VERSAILLES
LILLE	CLERMONT-FD	VERSAILLES	VERSAILLES	PARIS	CLERMONT-FD	REIMS	PARIS
REIMS	BORDEAUX	DIJON	PARIS	CRÉTEIL	LIMOGES	ORLÉANS-TOURS	CRÉTEIL
ORLÉANS-TOURS	DIJON	LILLE	CRÉTEIL	VERSAILLES	NANTES	CAEN	RENNES
CAEN	CRÉTEIL	AMIENS	ROUEN	TOULOUSE	CAEN	DIJON	TOULOUSE
DIJON	PARIS	LYON	LIMOGES	BORDEAUX	ROUEN	LYON	CLERMONT-FD
LYON	VERSAILLES	GRENOBLE	AMIENS	CLERMONT-FD	AMIENS	NANTES	ROUEN
NANTES	LIMOGES	ROUEN	LILLE	BESANÇON	LILLE	NANCY-METZ	CAEN
NANCY-METZ	POITIERS	ORLÉANS-TOURS	TOULOUSE	NANCY-METZ	REIMS	STRASBOURG	AMIENS
STRASBOURG	ORLÉANS-TOURS	CAEN	DIJON	STRASBOURG	RENNES	BESANÇON	LILLE
BESANÇON	BESANÇON	AIX-MARSEILLE	LYON	REIMS	LYON	POITIERS	DIJON
POITIERS	ROUEN	NICE	CLERMONT-FD	POITIERS	NANCY-METZ	RENNES	LYON
RENNES	AMIENS	CLERMONT-FD	GRENOBLE	ORLÉANS-TOURS	STRASBOURG	CLERMONT-FD	MONTPELLIER
CLERMONT-FD	LILLE	NANTES	MONTPELLIER	LIMOGES	BESANÇON	GRENOBLE	REIMS
GRENOBLE	REIMS	POITIERS	REIMS	AMIENS	BORDEAUX	LIMOGES	NANCY-METZ
LIMOGES	NANCY-METZ	LIMOGES	NANCY-METZ	LILLE	TOULOUSE	AIX-MARSEILLE	STRASBOURG
AIX-MARSEILLE	STRASBOURG	MONTPELLIER	STRASBOURG	ROUEN	GRENOBLE	BORDEAUX	BESANÇON
BORDEAUX	NANTES	RENNES	BESANÇON	NANTES	AIX-MARSEILLE	MONTPELLIER	GRENOBLE
MONTPELLIER	CAEN	BORDEAUX	AIX-MARSEILLE	CAEN	MONTPELLIER	NICE	AIX-MARSEILLE
NICE	RENNES	TOULOUSE	NICE	RENNES	NICE	TOULOUSE	NICE
TOULOUSE							

REIMS	RENNES	REUNION	ROUEN	STRASBOURG	TOULOUSE	VERSAILLES
CRÉTEIL	NANTES	PARIS	AMIENS	NANCY-METZ	MONTPELLIER	ROUEN
NANCY-METZ	CAEN	VERSAILLES	VERSAILLES	REIMS	BORDEAUX	CRÉTEIL
AMIENS	VERSAILLES	CRÉTEIL	CAEN	BESANÇON	LIMOGES	PARIS
PARIS	PARIS	ROUEN	PARIS	DIJON	AIX-MARSEILLE	ORLÉANS-TOURS
VERSAILLES	CRÉTEIL	AMIENS	CRÉTEIL	CRÉTEIL	CLERMONT-FD	AMIENS
LILLE	ORLÉANS-TOURS	LILLE	LILLE	PARIS	POITIERS	LILLE
STRASBOURG	ROUEN	REIMS	ORLÉANS-TOURS	VERSAILLES	ORLÉANS-TOURS	CAEN
DIJON	POITIERS	ORLÉANS-TOURS	NANTES	LILLE	VERSAILLES	NANTES
BESANÇON	AMIENS	CAEN	RENNES	AMIENS	PARIS	POITIERS
LYON	LILLE	DIJON	REIMS	LYON	CRÉTEIL	RENNES
ORLÉANS-TOURS	BORDEAUX	LYON	DIJON	GRENOBLE	NICE	DIJON
ROUEN	LIMOGES	NANTES	POITIERS	ROUEN	NANTES	REIMS
GRENOBLE	DIJON	NANCY-METZ	NANCY-METZ	ORLÉANS-TOURS	GRENOBLE	LYON
AIX-MARSEILLE	CLERMONT-FD	STRASBOURG	STRASBOURG	CLERMONT-FD	LYON	NANCY-METZ
NICE	LYON	BESANÇON	LYON	AIX-MARSEILLE	DIJON	STRASBOURG
CLERMONT-FD	GRENOBLE	POITIERS	BESANÇON	MONTPELLIER	ROUEN	BESANÇON
CAEN	REIMS	RENNES	GRENOBLE	NICE	AMIENS	CLERMONT-FD
NANTES	NANCY-METZ	CLERMONT-FD	CLERMONT-FD	CAEN	LILLE	GRENOBLE
RENNES	STRASBOURG	GRENOBLE	LIMOGES	NANTES	RENNES	LIMOGES
POITIERS	BESANÇON	LIMOGES	BORDEAUX	POITIERS	CAEN	BORDEAUX
LIMOGES	TOULOUSE	AIX-MARSEILLE	TOULOUSE	RENNES	REIMS	AIX-MARSEILLE
MONTPELLIER	MONTPELLIER	BORDEAUX	MONTPELLIER	LIMOGES	NANCY-METZ	MONTPELLIER
BORDEAUX	AIX-MARSEILLE	MONTPELLIER	AIX-MARSEILLE	BORDEAUX	STRASBOURG	NICE
TOULOUSE	NICE	NICE	NICE	TOULOUSE	BESANÇON	TOULOUSE
		TOULOUSE				

Annexe D Les reports de stage

Lauréats des concours relevant de la session 2015 renouvelée et titulaires d'un M2, lauréats des concours non soumis aux conditions de diplôme, lauréats des concours relevant de la session 2015 renouvelée et déjà titulaires d'un M1 obtenu antérieurement, lauréats des concours internes relevant de la session 2015 renouvelée et ne justifiant pas d'une expérience professionnelle conforme au § I.1.1.d et lauréats des sessions antérieures en report de stage

CORPS D'ACCÈS	CONCOURS	MOTIFS DE REPORT DE STAGE							
		décret n° 94-874 du 7.10.1994			Autres motifs				
		Service national	Congé de maternité	Congé parental	Études doctorales	Préparer agrégation	Scolarité ENS	Séjour à l'étranger	Absence de master (1)
AGRÉGÉS	Agrégation externe	X	X	X	X		X	X	
	Agrégation interne	X	X	X					
CERTIFIÉS	Capes/Capet externe	X	X	X		X	X	X	X
	Capes/Capet interne	X	X	X					
	Troisième concours	X	X	X					
	Concours réservé	X	X	X					
PEPS	Capeps externe	X	X	X		X	X	X	X
	Capeps interne	X	X	X					
	Troisième concours	X	X	X					
	Concours réservé	X	X	X					
PLP	Concours externe	X	X	X		X		X	X
	Concours interne	X	X	X					
	Troisième concours	X	X	X					
	Examen professionnalisé réservé	X	X	X					
CPE	Concours externe	X	X	X				X	X
	Concours interne	X	X	X					
	Troisième concours	X	X	X					
	Concours réservé	X	X	X					
COP	Concours externe	X	X	X					
	Concours interne	X	X	X					
	Concours réservé	X	X	X					

¹ Pour les seuls lauréats des concours exceptionnels placés en report de stage en 2014-2015.

Lauréats des autres concours (dont les réservés, ceux inscrits en M1 en 2014-2015 et ceux justifiant d'une expérience professionnelle conformément au § I.1.1.d)

CORPS D'ACCES	CONCOURS	MOTIFS DE REPORT DE STAGE							
		décret n° 94-874 du 7.10.1994			Autres motifs				
		Service national	Congé de maternité	Congé parental	Études doctorales	Préparer agrégation (2)	Scolarité ENS	Séjour à l'étranger	Absence de Master
AGRÉGÉS	Agrégation externe	X	X	X					
	Agrégation interne	X	X	X					
CERTIFIÉS	Capès/Capet externe	X	X	X		X			
	Capès/Capet interne	X	X	X					
	Troisième concours	X	X	X					
	Concours réservé	X	X	X					
PEPS	Capeps externe	X	X	X		X			
	Capeps interne	X	X	X					
	Troisième concours	X	X	X					
	Concours réservé	X	X	X					
PLP	Concours externe	X	X	X		X			
	Concours interne	X	X	X					
	Troisième concours	X	X	X					
	Examen professionnalisé réservé	X	X	X					
CPE	Concours externe	X	X	X					
	Concours interne	X	X	X					
	Troisième concours	X	X	X					
	Concours réservé	X	X	X					
COP	Concours externe	X	X	X					
	Concours interne	X	X	X					
	Concours réservé	X	X	X					

Les lauréats des concours externes de la session 2015 renouvelée titulaires d'un M1 et ne pouvant justifier d'une inscription en M2 seront placés en report de stage.

² Pour les seuls lauréats inscrits en M1 en 2014-2015.

Annexe F**Pièces justificatives à produire**

Attention : Les fraudes et tentatives de fraudes peuvent entraîner l'annulation de l'affectation, des sanctions disciplinaires allant jusqu'à la perte du bénéfice du concours et des sanctions pénales (articles 313-1, 313-3, 433-19 et 441-7 du code pénal) pouvant aller jusqu'au paiement d'amende et à des peines d'emprisonnement.

I. Pièces justificatives à adresser à la DGRH (bureau DGRH/B2-2)

Trois typologies de situation sont définies :

I.1 Les candidats répondant aux situations énoncées ci-dessous déposeront sous format dématérialisé et en PDF obligatoirement sur l'application Sial dans le cadre de la saisie de leurs vœux du 4 mai au 15 juin 2015 à midi heure de Paris, la pièce justificative ci-après

A. Lauréats des concours de la session 2015 renouvelée et inscrits en M1 en 2014-2015

- Copie de l'inscription en M1.

Cette pièce doit être déposée sous format PDF et ne pas dépasser la taille de 500 Ko.

L'attention des candidats est appelée sur le fait qu'en cas de non dépôt de cette pièce dématérialisée sur Sial, la qualité de stagiaire en M1 ne sera pas validée et donc ces lauréats seront affectés en fonction de leur barème et des possibilités d'accueil.

I.2 Les candidats répondant à la situation énoncée ci-dessous enverront obligatoirement au plus tard le 19 juin 2015, les pièces justificatives ci-après au bureau DGRH/B2-2

A. Lauréats des concours de la session 2015 renouvelée et ayant la qualité d'ex-contractuel (telle que définie au § I.1.1.d de la présente note)

- État des services pour ceux accomplis hors de l'enseignement du second degré public (privé ou étranger par exemple) ainsi que pour les services mixtes.

L'attention des candidats est appelée sur le fait qu'aucune pièce parvenant à la DGRH après la date impérative du 19 juin 2015 ne sera prise en compte.

B. Lauréats des concours de la session 2015 renouvelée et ayant exercé en tant qu'emploi avenir professeur (EAP)

- Leur contrat de travail.

L'attention des candidats est appelée sur le fait qu'aucune pièce parvenant à la DGRH après la date impérative du 19 juin 2015 ne sera prise en compte.

C. Titulaires de la fonction publique de l'État, territoriale ou hospitalière

- Arrêté d'affectation en qualité de fonctionnaire.

L'attention des candidats est appelée sur le fait qu'aucune pièce parvenant à la DGRH après la date impérative du 19 juin 2015 ne sera prise en compte.

I.3 Pour les candidats répondant à la situation énoncée ci-dessous, la bonification sera calculée à partir des affectations issues des bases de gestion académiques

A. Lauréats des concours de la session 2015 renouvelée justifiant de services accomplis en qualité de contractuels du 2nd degré de l'EN, CPE contractuels, Cop contractuels, MA garantis d'emploi ou les AED et AESH, mais ne remplissant pas les conditions requises pour avoir la qualité d'ex-contractuel telle que définie au § I.1.1.d de la présente note

Une bonification de 500 points sera octroyée conformément aux conditions fixées à l'annexe B de la note de service au I.1.4

B. Lauréats des concours de la session 2015 renouvelée justifiant de services accomplis au sein du second degré de l'enseignement public telle que définie au § I.1.1.d de la présente note

Les lauréats seront maintenus dans l'académie dans laquelle ils exercent en tant que contractuel.

I.4 Lauréats de l'agrégation ayant opté pour leur maintien dans l'enseignement privé

Ils envoient la lettre par laquelle ils optent pour l'enseignement privé, une copie de leur contrat ou de leur agrément établi par la division chargée de l'enseignement privé du rectorat de l'académie dont ils relèvent, ainsi que l'attestation d'emploi, dans la discipline ou option du concours, établie par leur chef d'établissement au titre de l'année scolaire en cours.

I.5 Lauréats de l'agrégation susceptibles d'accomplir leur stage en CPGE ou STS

Ils envoient une lettre précisant qu'ils sont bien candidat pour effectuer leur stage en CPGE ou STS dans les conditions proposées par l'inspection générale.

I.6 Lauréats de l'agrégation ayant la qualité de professeur certifié titulaires du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

Ils envoient les pièces qui justifient leur affectation en tant que titulaire de ce ministère.

I.7 Lauréats recrutés en qualité d'Ater ou de doctorant contractuel

Ils envoient avant le **1er novembre 2015** leur contrat d'engagement.

II. Pièces justificatives à adresser au rectorat d'affectation dès connaissance des résultats d'affectation (adresse exacte indiquée sur chaque site d'accueil académique)

II.1 Rapprochement de conjoints

- attestation de l'employeur du conjoint indiquant le lieu d'exercice et la nature de l'activité professionnelle ou attestation récente d'inscription au pôle emploi en cas de chômage ;
- justificatif du domicile du couple (copie d'une facture EDF, quittance de loyer...);
- photocopie du livret de famille ;
- pour les lauréats ni mariés ni pacsés avec enfant, livret de famille ou si enfant à naître, certificat de grossesse délivré au plus tard le 30 juin 2015 avec attestation de reconnaissance anticipée ;
- pour les agents pacsés : l'attestation du tribunal d'instance ou l'extrait d'acte de naissance des deux partenaires portant en marge les mentions du Pacs (loi n° 2006-728 du 23 juin 2006 portant réforme des successions et des libertés).

II.2 Rapprochement de deux candidats mariés ou pacsés qui souhaitent être affectés dans la même académie

Photocopie du livret de famille ou pour les agents pacsés, l'attestation du tribunal d'instance établissant la conclusion du pacs ou un extrait d'acte de naissance des deux partenaires portant en marge les mentions du PACS (loi n° 2006-728 du 23 juin 2006).

II.3 Affectation en Dom

S'ils sont affectés dans l'une des académies d'outre-mer, les lauréats envoient dès leurs résultats d'admission, les pièces justifiant d'attaches réelles et de résidence dans le département d'outre-mer considéré.

II.4 Diplômes, titres et certificats exigés à la nomination

Les lauréats des concours externes de la session 2015 renouvelée des Capes, Capet, Capeps, CAPLP disciplines générales, et CPE devront envoyer à leur rectorat d'affectation soit leur inscription en M2 s'ils sont titulaires d'un M1 soit leur diplôme de master ou équivalent.

Les lauréats des concours externes de la session 2014 exceptionnelle des Capes, Capet, Capeps, CAPLP disciplines générales, et CPE devront envoyer à leur rectorat d'affectation leur diplôme de master ou équivalent.

II.5 Diplômes, titres et certificats exigés à la titularisation

Les lauréats des concours externes du Capes, du Capet, du Capeps, du CAPLP disciplines générales, et de CPE devront envoyer à leur rectorat d'affectation leur diplôme de master (ou équivalent).

À compter de la session 2014 renouvelée, les dispositions relatives aux certifications Cles et C2i sont supprimées des statuts particuliers pour être intégrées dans le cadre de la formation initiale des personnels enseignants et d'éducation (en application de l'article 62 du décret n° 2013-768 du 23 août 2013 relatif au recrutement et à la formation initiale de certains personnels enseignants, d'éducation et d'orientation relevant du ministre de l'éducation nationale). Pour les lauréats des sessions 2012, 2013 et 2014 exceptionnelles, les certificats ne sont pas exigés à la titularisation. Toutefois, ils sont tenus de suivre, dans un délai de trois ans à compter de leur

titularisation, les actions de formation mises en œuvre en vue de la préparation de ces qualifications et de se présenter aux certifications correspondantes.

II.6 Rapprochement de la résidence de l'enfant

- photocopie du livret de famille ou de l'extrait d'acte de naissance ou de toute pièce officielle attestant de l'autorité parentale unique ;
- joindre les justificatifs et les décisions de justice concernant la résidence de l'enfant, les modalités d'exercice du droit de visite ou d'organisation de l'hébergement ;
- pour les personnes exerçant seules l'autorité parentale, outre la photocopie du livret de famille ou de l'extrait d'acte de naissance, joindre toute pièce attestant que la demande de mutation améliorera les conditions de vie de l'enfant (proximité de la famille, facilité de garde quelle qu'en soit la nature...).

Personnels Notation

Professeurs agrégés affectés et détachés dans l'enseignement supérieur - année 2014-2015

NOR : MENH1507347N

note de service n° 2015-067 du 14-4-2015

MENESR - DGRH B2-3

Texte adressé aux présidentes et présidents de communautés d'universités et établissements ; aux présidentes et présidents d'université ; aux présidentes et présidents, et directrices et directeurs des grands établissements ; aux directrices et directeurs des établissements publics administratifs relevant de l'enseignement supérieur ; aux rectrices et recteurs d'académie, chancelières et chanceliers des universités ; aux vice-rectrices et vice-recteurs d'académie ; au chef du bureau des personnels du second degré hors académie

Référence : décret n° 72-580 du 4-7-1972 modifié

La note de service n° 2014-047 du 28-3-2014 est abrogée.

La présente note de service a pour objet de préciser la procédure à suivre pour la notation des professeurs agrégés **affectés et détachés** dans l'enseignement supérieur. L'article 12 du statut particulier de ces professeurs prévoit, en effet, qu'ils font l'objet d'une notation annuelle, arrêtée par le ministre en charge de l'éducation nationale selon une notation de 0 à 100 sur proposition du chef d'établissement auprès duquel ils exercent leurs fonctions.

Le dispositif de notation mis en place les années précédentes, via l'utilisation de l'application informatique Notasup, est reconduit.

I. Personnels concernés par cette procédure de notation

Les professeurs agrégés ayant fait l'objet d'un arrêté d'affectation ministériel dans votre établissement ainsi que les professeurs agrégés détachés doivent être notés.

Sont donc exclus de la présente procédure :

- les professeurs agrégés ayant une affectation rectorale ;
- les enseignants exerçant en service partagé.

En revanche, doivent être notés par vos soins via Notasup :

- les personnels enseignants affectés dans votre établissement, y compris ceux qui se trouvent en congé (congé maladie, congé de maternité, congé parental, congé formation, etc.) ;
- les professeurs agrégés détachés sur des fonctions d'Ater et de doctorants contractuels ;
- ceux qui ont fait l'objet d'une affectation ministérielle dans l'intérêt du service pour une durée d'un an ;
- les professeurs agrégés stagiaires.

II. Principes d'établissement de la notation

Il est rappelé que la notation des professeurs agrégés dans l'enseignement supérieur est annuelle. Par ailleurs, selon une jurisprudence constante de la juridiction administrative, il n'existe aucun droit acquis au maintien ou à la progression de la note annuelle.

Votre proposition de notation doit obéir à ces principes et résulter de l'appréciation effective que vous portez sur la manière de servir de l'enseignant au cours de l'année de référence.

Je vous invite à inscrire vos propositions de notation dans le cadre défini par la grille nationale de notation indiquée ci-après. Cette grille comporte une note minimale et une note maximale indicative pour chaque échelon.

Professeurs agrégés de classe normale	Cadre indicatif de notation	
Échelon	Note minimale	Note maximale

1,2,3	74	82
4	74	85
5	77	87
6	79	89
7	81	91
8	84	93
9	86	95
10	89	97
11	91	100

Professeurs agrégés hors classe	Cadre indicatif de notation	
Échelon	Note minimale	Note maximale
1	82,5	92
2	85,5	94
3	86,5	95
4	88,5	97
5	91	100
6	93	100

Pour une application équilibrée et efficace de l'exercice de notation, j'appelle votre attention sur les recommandations suivantes :

- l'attribution dès la première année de la note indicative maximale doit rester exceptionnelle ;
- la notation doit être impérativement en adéquation avec l'appréciation portée sur la fiche. À cet égard, il convient de veiller à éviter les formules neutres, purement descriptives des tâches, qui ne rendent pas compte de la manière effective de servir ;
- toute proposition de baisse de note, à grille égale, par rapport à l'année précédente doit obligatoirement faire l'objet d'un rapport circonstancié se fondant sur des éléments objectifs sur la manière de servir.

III. Notation et changement d'échelon

Pour mémoire, les enseignants sont promus en fonction de la note qu'ils détenaient durant l'année précédente et une seule campagne de notation est organisée dans l'année. En conséquence, il convient de prendre en compte la situation la plus à jour possible pour la notation. Pour l'exercice 2014-2015, vous veillerez donc à fonder votre notation sur l'échelon acquis par l'enseignant **à la date du 31 août 2015**.

Les enseignants ayant changé ou qui changeront d'échelon au cours de la campagne d'avancement 2014-2015 (changement d'échelon prononcé entre le 1er septembre 2014 et le 31 août 2015) ont vocation à être notés au regard de leur nouvel échelon.

La note arrêtée au titre de l'année scolaire 2014-2015 sera prise en compte lors de la campagne d'avancement d'échelon 2015-2016 (changement d'échelon entre le 1er septembre 2015 et le 31 août 2016).

IV. Propositions de notation et notation ministérielle définitive

Chaque enseignant peut recevoir, à sa demande, une copie de la fiche de proposition de note que vous avez établie. Après la saisie des propositions de notation et l'attribution de la note définitive par le ministre en charge de l'éducation nationale, il vous revient le soin d'éditer **les avis définitifs de notation** à partir de l'application Notasup et de les communiquer aux intéressés.

Un exemplaire de la fiche individuelle de proposition de note et de l'avis définitif de notation de l'enseignant sont conservés par vos services. Un autre d'exemplaire, daté et signé par l'intéressé, est **transmis au rectorat** pour le **31 juillet 2015**.

Il est rappelé que la signature de la note par l'enseignant atteste uniquement que l'intéressé en a pris connaissance et ne constitue en rien une validation de celle-ci.

V- Demande de révision de note

En cas de contestation de la note par l'enseignant, les demandes de révision de note sont adressées au ministère afin d'être examinées par la commission administrative paritaire nationale des professeurs agrégés. Elles doivent être accompagnées de la fiche de notation ministérielle de l'année précédente (2013-2014), de la fiche individuelle de proposition 2014-2015 et de l'avis définitif de notation 2014-2015. L'ensemble du dossier doit être transmis au bureau DGRH B2-3 (72, rue Regnault, 75243 Paris Cedex 13) avant le **jeudi 1er octobre 2015, date limite sous couvert de la voie hiérarchique et revêtu d'un avis circonstancié sur la demande de révision de note** de la part du chef d'établissement.

Il ne sera pas donné suite aux demandes de révision de note transmises directement au ministère sans passer par la voie hiérarchique.

VI- Procédure informatique

Comme les années précédentes, vos propositions de note et vos appréciations devront être saisies sur l'application informatique Notasup mise à votre disposition, en respectant les **cinq étapes** du calendrier suivant.

Étape n° 1

L'application informatique Notasup sera ouverte, à partir du **13 avril 2015**, sur l'intranet professionnel de la DGRH (<http://i-dgrh.adc.education.fr/>)*, Actualité ou rubrique « Enseignants »/ « Gestion des personnels »/ « Supérieur » (code d'accès = **supetabsup**, mot de passe **supetabsup2**). Je vous rappelle que Gesup 2 ne peut pas être utilisée pour cet exercice de notation.

Cet accès vous permet dans un premier temps de vérifier la population des professeurs agrégés affectés et détachés dans l'établissement afin qu'elle soit mise en conformité avec le fichier général Notasup. Vous êtes invités à prendre contact avec les gestionnaires du bureau DGRH B2-3 pour leur faire part de tous les changements de situation et de toutes les données que vous jugerez utiles (changement d'état civil, erreur d'échelon, enseignant non enregistré, etc.), afin que les mises à jour puissent être effectuées. Il vous appartient en parallèle d'informer le rectorat des corrections à apporter à la base de données académique (BDA).

Étape n° 2

Une fois ces vérifications faites, vous pourrez éditer, à partir de l'application informatique, les fiches individuelles de proposition de notation, sur lesquelles seront portées la note proposée et les appréciations sur la manière de servir de l'enseignant.

La note est proposée par le supérieur hiérarchique **et** par le chef d'établissement. Il y a donc bien deux rubriques à remplir. Si le chef d'établissement est aussi le supérieur hiérarchique, il convient de **remplir impérativement la partie réservée à l'avis du chef d'établissement**. C'est, en effet, sur la proposition de note du chef d'établissement que se fait la validation ministérielle de la note, dans l'outil Notasup.

Étape n° 3

L'application informatique vous permet de saisir les propositions de notes inscrites sur ces fiches jusqu'au **29 mai 2015, délai de rigueur**.

Étape n° 4

Le ministère procède à la vérification de la saisie des propositions de notes et fixe la note définitive à partir de la note du chef d'établissement, **au plus tard le 8 juin 2015**.

Étape n° 5

Enfin, vous êtes autorisés à éditer les avis définitifs de notation entre le **9 et le 30 juin 2015**. Cette opération se fait par le biais de l'application informatique.

VII- Calendrier simplifié des opérations de gestion

L'ensemble des actes de gestion de la carrière des professeurs agrégés prenant en compte la notation qu'ils détiennent, j'attire votre attention sur le fait que le calendrier ci-après **doit être strictement respecté** pour réaliser en temps utile les avancements d'échelon 2015-2016.

Période	Procédure

Du 13 avril au 30 juin 2015	Ouverture de l'application Notasup Rappel des opérations à mener : 1. Mise en conformité des fichiers des établissements avec le fichier central Notasup ; 2. Édition des fiches individuelles de proposition de note et établissement de la proposition de notation ; 3. Saisie des propositions de notes dans l'application informatique ; Vous avez du 13 avril 2015 jusqu'au 29 mai 2015 pour réaliser les opérations 1 à 3. 4. Fixation des notes définitives par le ministère jusqu'au 8 juin 2015 ; 5. Autorisation d'édition des avis définitifs de notes par les établissements (entre le 9 et le 30 juin 2015).
Jusqu'au 31 juillet 2015	Envoi au rectorat des fiches de proposition et des avis de notation datés et signés par les intéressés.
Jusqu'au jeudi 1er octobre 2015	Envoi au ministère (bureau DGRH B2-3) de la demande de révision de note (fiche de proposition + avis de notation contesté + avis de notation de l'année N-1) sous couvert de la voie hiérarchique et obligatoirement revêtu d'un avis circonstancié sur la demande de révision de note de la part du chef d'établissement.

La communication des notes définitives à mesdames et messieurs les recteurs et vice-recteurs d'académie est effectuée via l'application EPP et selon le calendrier relatif aux transmissions des notes des enseignants à gestion nationale, en décembre 2015.

Je vous remercie de bien vouloir tenir compte du déroulé de cette procédure de façon à assurer dans de bonnes conditions l'avancement d'échelon pour l'année **2015-2016**.

Pour la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
et par délégation,
La directrice générale des ressources humaines,
Catherine Gaudy

***Il est conseillé, pour un meilleur fonctionnement de l'application, de se connecter à partir du navigateur Mozilla Firefox.**

Mouvement du personnel

Nomination

Directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale

NOR : MENH1505953D

décret du 27-3-2015 - J.O. du 29-3-2015

MENESR - DGRH E1-2

Par décret du Président de la République en date du 27 mars 2015, Thierry Aumage, inspecteur d'académie-inspecteur pédagogique régional dans l'académie d'Orléans-Tours, est nommé directeur académique adjoint des services de l'éducation nationale des Hauts-de-Seine, à compter du 1er mai 2015.

Mouvement du personnel

Nomination

Délégué académique au numérique de l'académie de Toulouse

NOR : MENH1500223A

arrêté du 20-3-2015

MENESR - DGRH E1-2

Par arrêté de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 20 mars 2015, Christophe Piombo, professeur certifié hors classe, est nommé délégué académique au numérique (Dan) de l'académie de Toulouse, à compter du 16 mars 2015.

Mouvement du personnel

Conseils, comités, commissions

Nomination au conseil d'administration du Centre national d'enseignement à distance

NOR : MENF1500238A

arrêté du 23-3-2015

MENESR - DAF A4

Par arrêté de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, en date du 23 mars 2015, sont nommés membres du conseil d'administration du Centre national d'enseignement à distance :

1) au titre du b) du 1° de l'article R. 426-5 du [code de l'éducation](#), en qualité de représentante de l'État :

- Anne Grillo, directrice de la coopération culturelle, universitaire et de la recherche au ministère des affaires étrangères et du développement international, titulaire, en remplacement de Jacques Dubucs ;

- Laurent Gallissot, chef de la mission de la langue française et de l'éducation au ministère des affaires étrangères et du développement international, suppléant, en remplacement de Sophie Fermigier.

2) au titre du 3° du même article, en qualité de personnalité qualifiée :

- Jacques Dubucs, directeur scientifique du service de la stratégie de la recherche et de l'innovation « sciences de l'homme et de la société » à la direction générale de la recherche et de l'innovation, en remplacement de Henri Verdier.

Mouvement du personnel

Conseils, comités et commissions

Nomination des membres du CHSCT des ministères chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche : modification

NOR : MENA1500239A

arrêté du 25-3-2015

MENESR - SAAM A1

Vu loi n° 83-634 du 13-7-1983 modifiée, ensemble loi n° 84-16 du 11-1-1984 modifiée ; décret n° 82-453 du 28-5-1982 modifié ; décret n° 2011-184 du 15-2-2011 modifié ; arrêté du 21-2-2012 ; arrêté du 24-2-2015

Article 1 - L'article 3 de l'arrêté du 24 février 2015 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

Au titre du SGEN-CFDT

En qualité de représentant suppléant du personnel

Au lieu de :

Chantal Bossuet

Lire :

Catherine Jobin-Roux

Article 2 - Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux Bulletins officiels de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Fait le 25 mars 2015

Pour la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

et par délégation,

Le secrétaire général,

Frédéric Guin

Mouvement du personnel

Conseils, comités, commissions

Nomination des membres du comité technique d'administration centrale des ministères chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche : modification

NOR : MENA1500240A

arrêté du 25-3-2015

MENESR - SAAM A1

Vu loi n° 83-634 du 13-7-1983 modifiée, ensemble loi n° 84-16 du 11-1-1984 modifiée ; décret n° 2011-184 du 15-2-2011 modifié ; arrêté du 1-7-2011 ; arrêté du 22-12-2014

Article 1 - L'article 2 de l'arrêté du 22 décembre 2014 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

En qualité de représentant suppléant du personnel

Au lieu de :

Catherine Muset, représentant le SGEN-CFDT

Lire :

Vincent Larroque, représentant le SGEN-CFDT

Article 2 - Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux Bulletins officiels de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Fait le 25 mars 2015

Pour la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
et par délégation,
Le secrétaire général,
Frédéric Guin